INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 359 - MARS 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 359

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Commerce extérieur modéré
    - Plus de sorties d'animaux jeunes
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Le manque d'offre soutient les prix
- Femelles
  - Europe
    - Hausse saisonnière des cours des femelles
- Maigre
  - Les exportations en recul face au manque d'offre
- Veaux de boucherie
  - Sorties dynamiques en début d'année
- Veaux laitiers
  - Baisse des naissances de veaux laitiers à engraisser

Lait de vache
- Collecte laitière
  - La collecte laitière retrouve du dynamisme
- Marché des produits laitiers
  - Des échanges plus importants en poudre maigre en 2023

Viande ovine
- France
  - La filière manque d'agneaux pour les pics de commande du Ramadan et de Pâques
- UE et monde
  - La baisse de l'offre face à une hausse de la demande fait bondir les cours en Europe

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - La collecte de lait de chèvre ne décolle pas

2023 : Relance stoppée de la collecte malgré une bonne conjoncture laitière

Bonne tenue des cours

Dernière révision le 25 mars 2024

Début 2024, la proximité entre le ramadan (débuté le 10 mars) et Pâques (le 30 mars) soutient la demande en viande bovine en Europe et dans les pays méditerranéens. La décapitalisation limitant nettement l'offre en bovins maigres et gras, il en résulte une bonne tenue des cours de toutes les catégories de bovins. Les marchés du Sud et de l'Est de la Méditerranée participent au soutien des cours des bovins gras avec notamment les récentes ouvertures de l'Algérie à la viande espagnole et de la Turquie.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

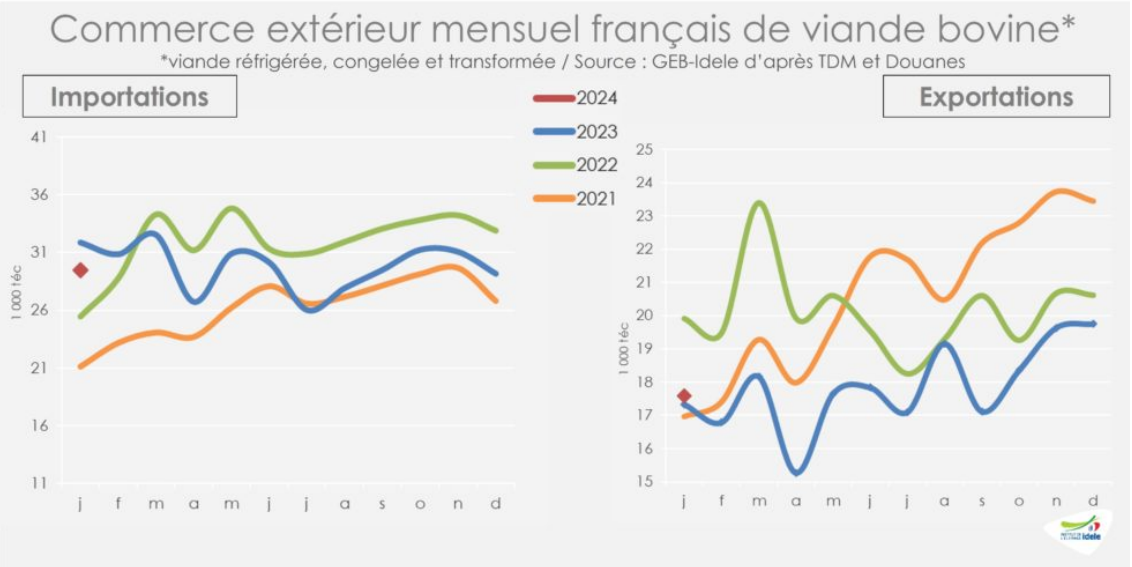
Commerce extérieur modéré

Dernière révision le 25 mars 2024

Début 2024, les importations françaises de viande bovine comme la consommation calculée par bilan étaient en retrait. Si l'inflation alimentaire poursuit son ralentissement, la hausse des prix des services et de l'énergie continue d'affecter le pouvoir d'achat des ménages.

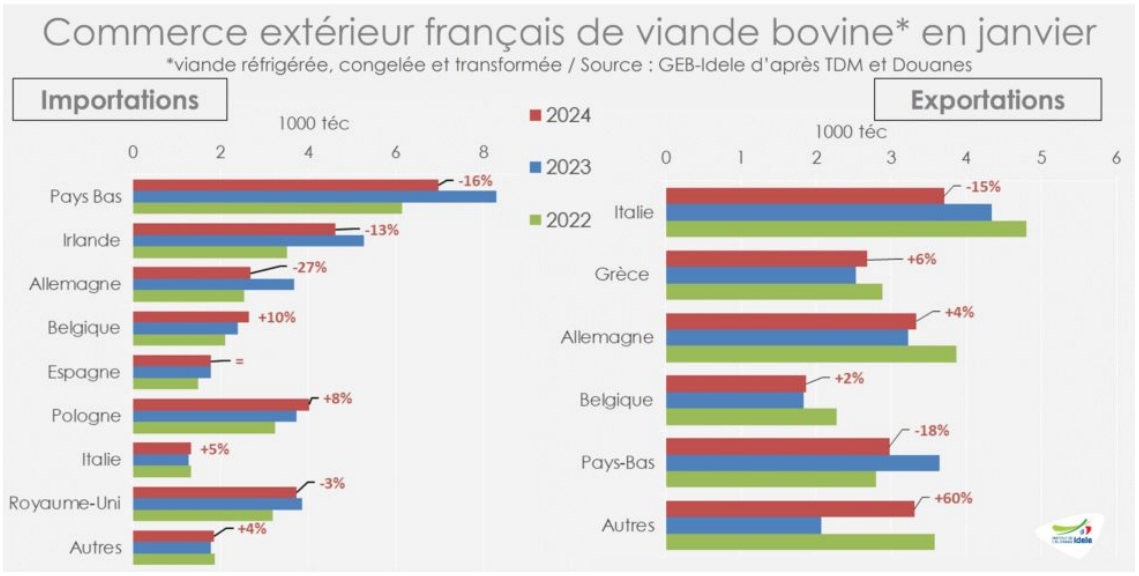
Maintien du niveau limité d'export et baisse de l'import début 2024

En **janvier 2024**, d'après les Douanes françaises, les **exportations françaises de viande bovine** ont été légèrement supérieures au niveau limité du début de l'année 2023. Elles ont atteint 17 900 téc (+1% /2023 mais -11% /2022). Dans le même temps, **les importations** étaient en léger retrait sur un an, à 29 700 téc (-8% /2023 mais +17% /2022).



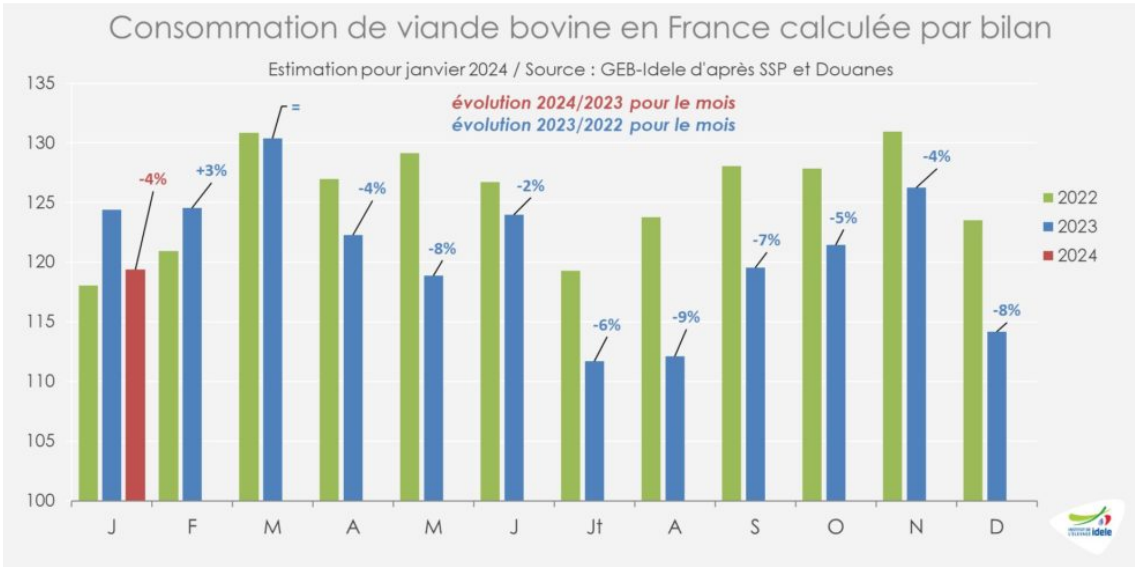
Les exportations étaient en hausse vers la Grèce (+6% /2023 à 2 700 téc), l'Allemagne (+4% à 3 300 téc) ou encore la Belgique (+2% à 1 900 téc). Les importations affichaient un recul depuis les Pays-Bas (-16% /2023 à 7 000 téc), l'Irlande (-13% à 4 600 téc), l'Allemagne (-27% à 2 700 téc) ou encore le Royaume-Uni (-3% à 3 700 téc).

Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).

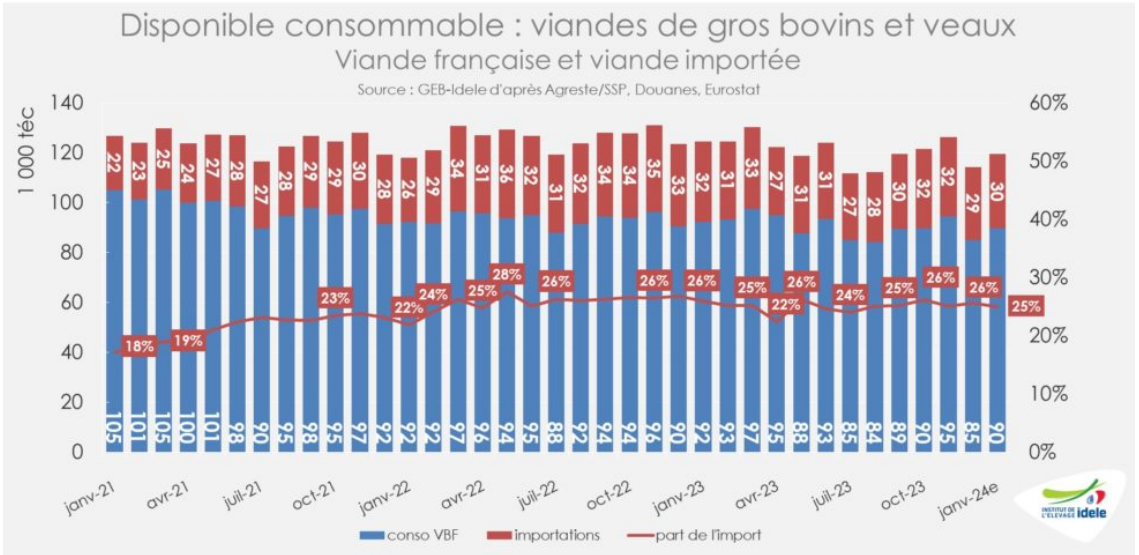


La consommation calculée par bilan démarre l'année 2024 en repli

Dans le sillage de 2023, le disponible consommable en **janvier 2024** était en retrait sur an pour le dixième mois consécutif. D'après nos estimations, il s'est établi à 119 500 téc, niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (-4% /2023 mais+1% /2022).

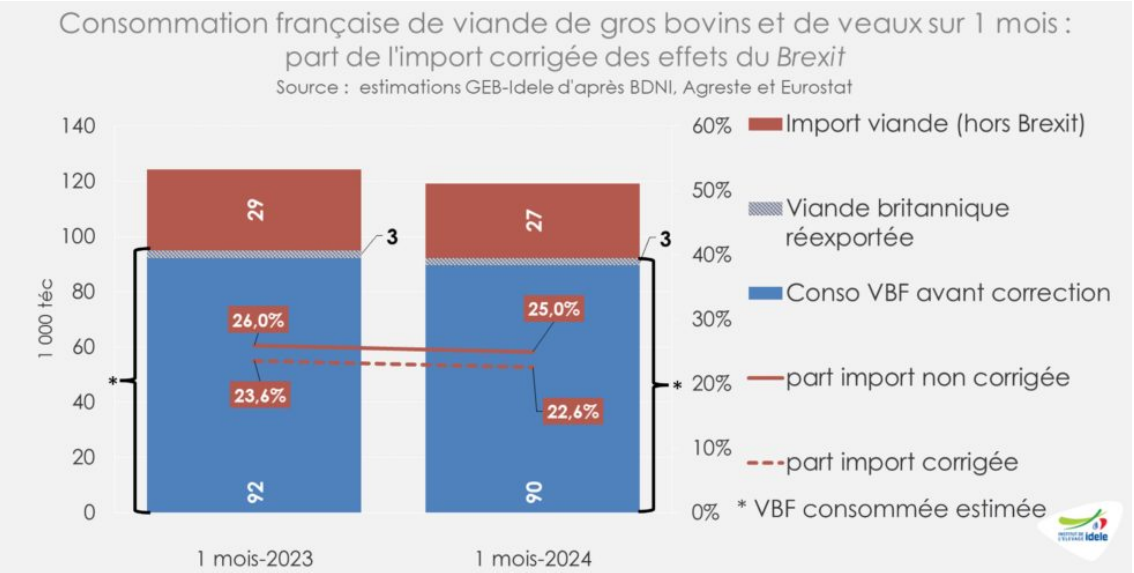


Hors effets liés au *Brexit* et au retour de procédures douanières, la part de l'import dans le disponible consommable en France **en janvier 2024** était en léger retrait (25,0% contre 26,0% un an auparavant).



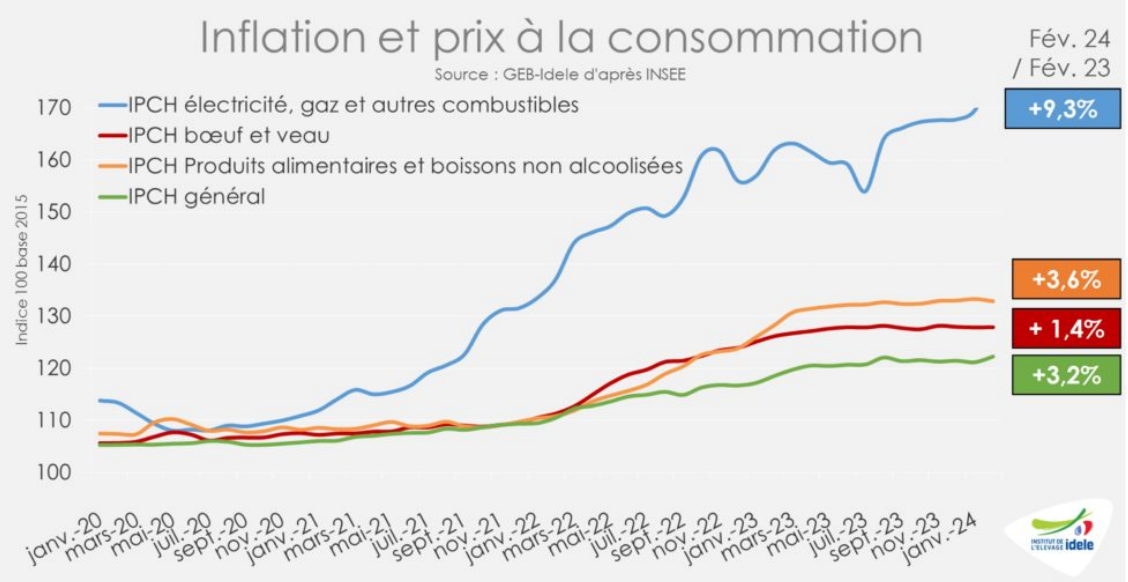
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Mais avec le *Brexit* et le retour de nouvelles procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni en 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures. Après correction de ces flux « parasites », le niveau d'importations dans la consommation calculée par bilan en **janvier 2024** serait en fait inférieur : 22,6% contre 23,6% en janvier 2023.

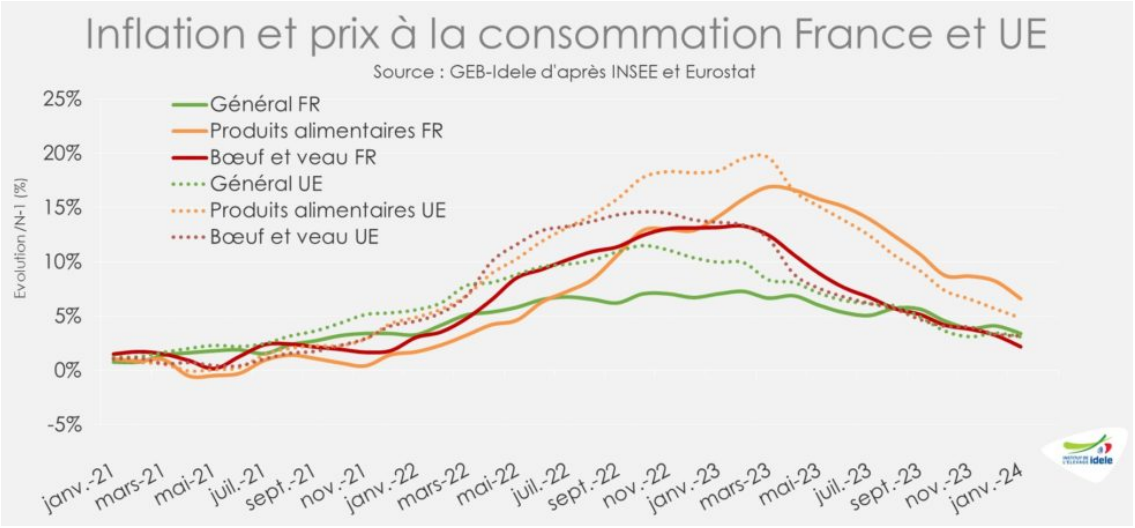


Poursuite du ralentissement de l'inflation

L'inflation en France a de nouveau poursuivi sa dynamique de lent **ralentissement** en **février 2024**. D'après l'**INSEE**, Le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) avait reculé à nouveau en février 2024, à +3,2% sur un an (contre +3,4% en janvier 2024). C'est particulièrement vrai pour l'alimentaire (+3,6% sur un an en février contre +5,8% en janvier) et notamment pour les viandes de bœuf et de veau (+1,4% sur un an contre +2,2% un mois auparavant). Ce sont désormais les prix des services et de l'énergie qui devraient soutenir la progression de l'inflation.

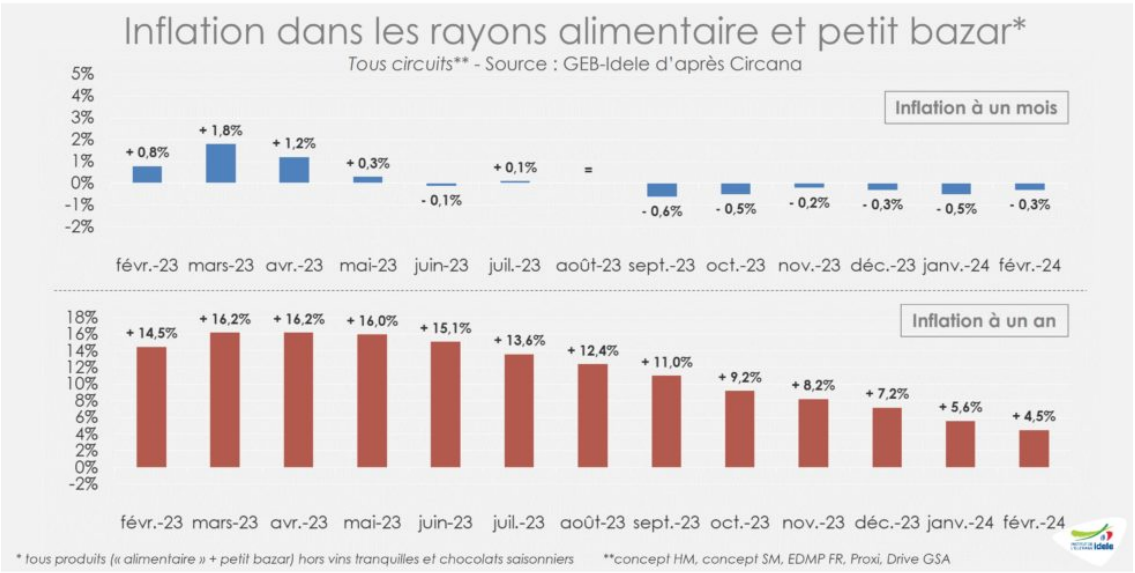


La réduction du rythme de l'inflation sur un an des prix de l'alimentation et des viandes de bœuf et de veau était semblable dans l'ensemble l'UE au début de l'année 2024.

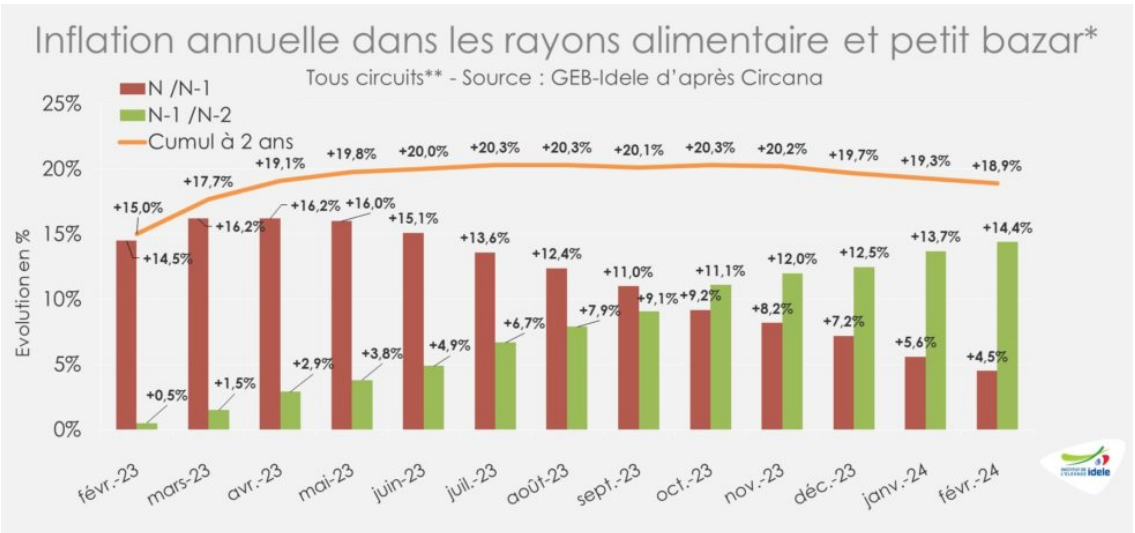


L'inflation à deux ans reste soutenue dans le commerce de détail

En **février 2024**, l'inflation sur un an des prix au détail dans les rayons alimentaires (et petit bazar) poursuivait sa décrue**,** à +4,5% /février 2023 (contre +5,6% un mois auparavant).

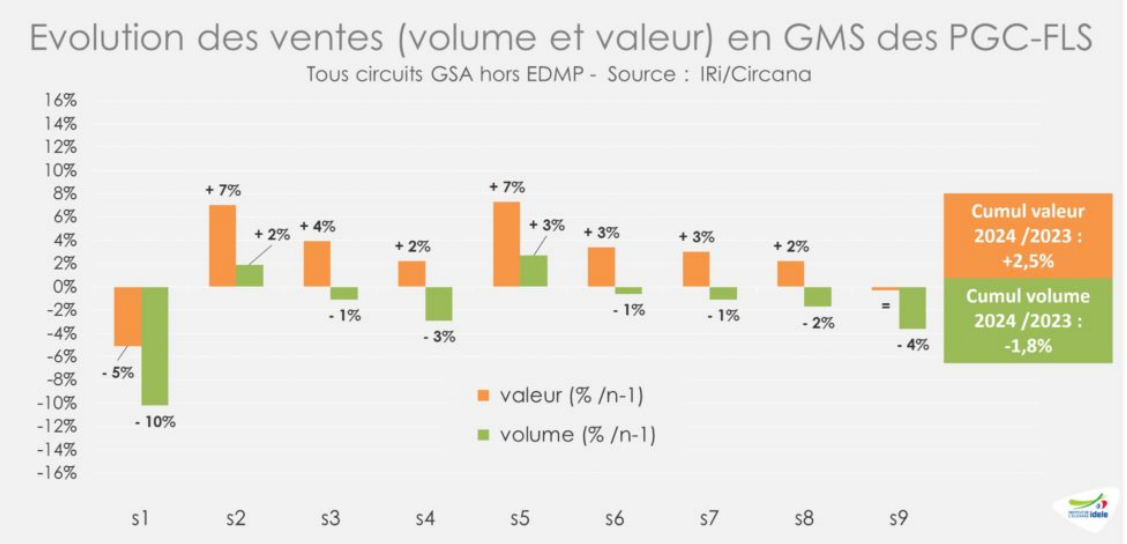


Si le ralentissement de l'inflation s'est poursuivi, les prix au détail restaient bien au-delà des prix pratiqués avant le début de la période de forte inflation. Ainsi, l'inflation cumulée à 2 ans restait proche des 19% en février 2024.

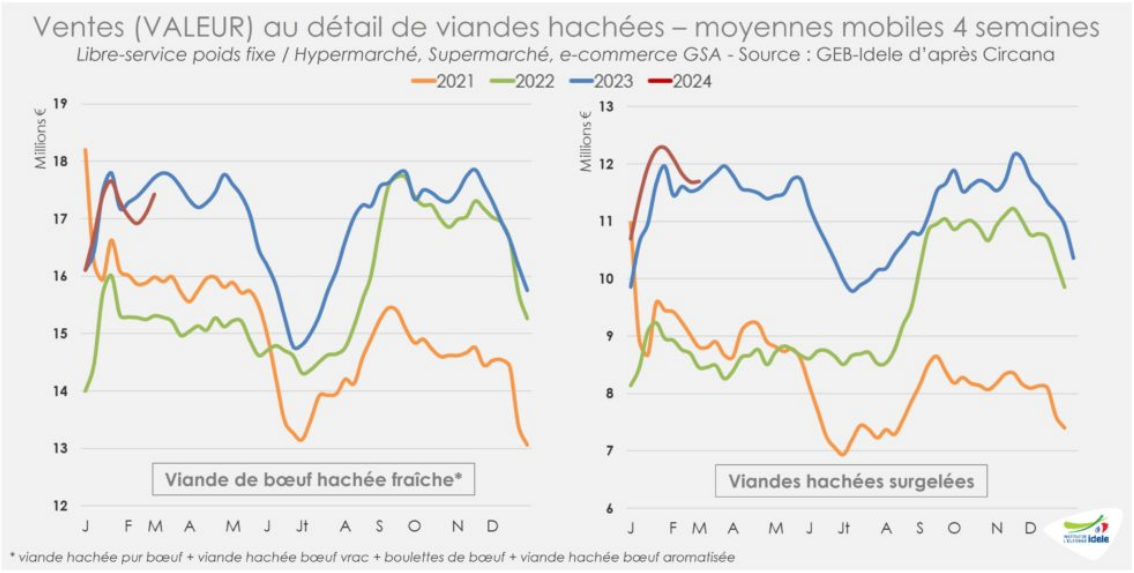


Depuis le début de 2024, cette progression des prix soutenait encore la hausse en valeur des ventes au détail des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS) d'après *Circana*. Mais cette hausse des prix a continué de peser sur les ventes en volume. En cumul sur les 9 premières semaines de 2024, les ventes de PGC

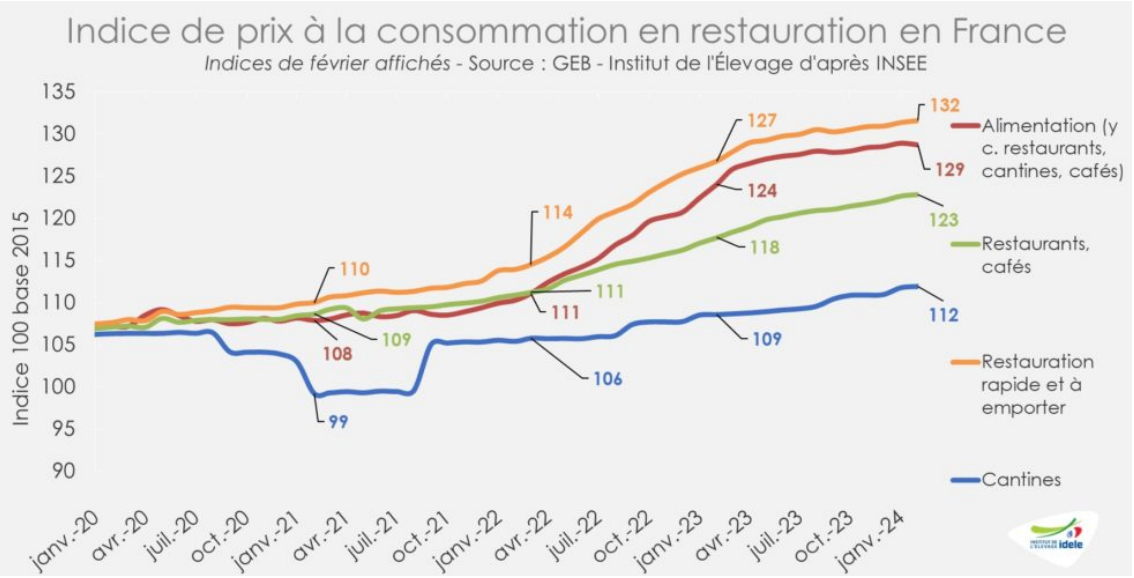
étaient en hausse en valeur (+3% /2023) mais pas en volume (-2% /2023) par rapport à l'année dernière.



Depuis le début de 2024, le report de consommation de viande hachée depuis le frais vers le congelé, moins cher, était toujours d'actualité, soulignant une certaine descente en gamme. D'après *Circana,* sur les 9 premières semaines de 2024, seules les ventes en valeur sur un an de bœuf haché surgelé avaient progressé (+2% /2023), pas celles du frais (-2% /2023).



Les autres circuits de commercialisation de produits alimentaires comme la RHD ont également été affectés par l'inflation. Mais le même phénomène de ralentissement est observé. En février 2024, la hausse des prix sur un an pour l'ensemble de la restauration était de +4%. La progression concernait tous les segments : les restaurants et les cafés (+4% /2023), la restauration rapide (+4%) et également les cantines (+3%).



Viandes bovines » Gros bovins » France »

Plus de sorties d'animaux jeunes

Dernière révision le 25 mars 2024

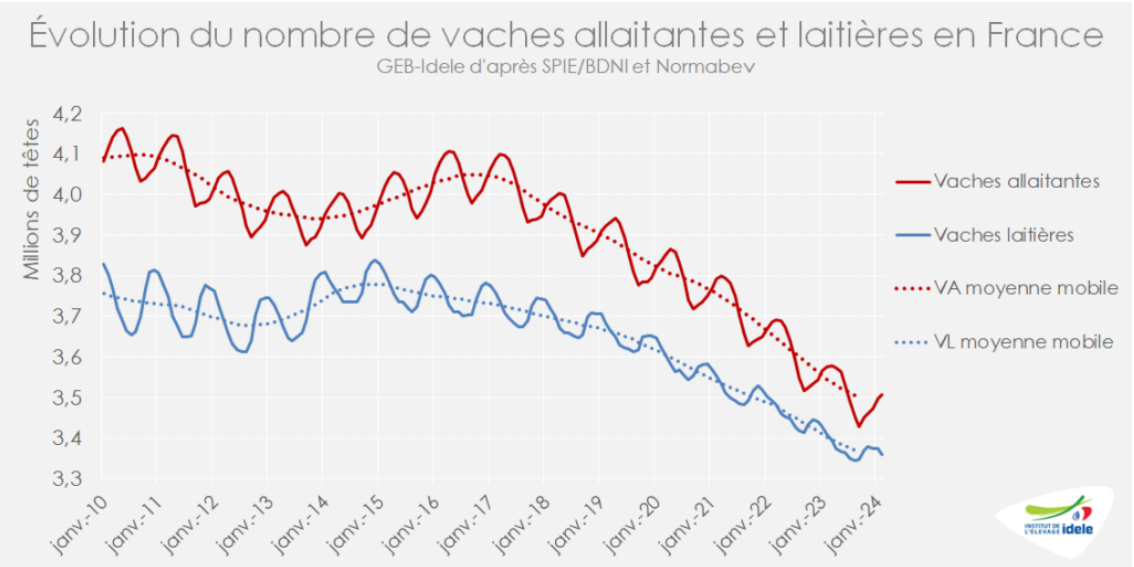
La relocalisation de l'engraissement en France semble porter ses fruits en début d'année. Les sorties de jeunes bovins et génisses compensent presque la baisse des abattages de vaches allaitantes. Les cours restent bien orientés.

Les abattages de JB en hausse de 2%

Sur les semaines 4 à 11, le nombre de jeunes bovins abattus était en hausse de près de 2% /2023 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, dont **+1,9% pour les JB de type viande** et **+1,6% pour les JB de type lait**. Les abattages de **génisses** étaient également dynamiques (**+3,5%** /2023) de même que ceux de **bœufs** (**+1,6%**). Ces abattages d'animaux jeunes compensent en partie le fort recul des **réformes allaitantes** (**-7,9%**), lié à la décapitalisation passée . Les **réformes laitières** ont été **quasi-stables** d'un an sur l'autre (-0,5%) grâce à des entrées de génisses plus dynamiques en début d'année. Au total, sur 8 semaines, le nombre de gros bovins abattus affiche une baisse très modérée (-1,4%). La relocalisation de l'engraissement en France semble donc commencer à porter ses fruits.

Cheptels en baisse au 1er février

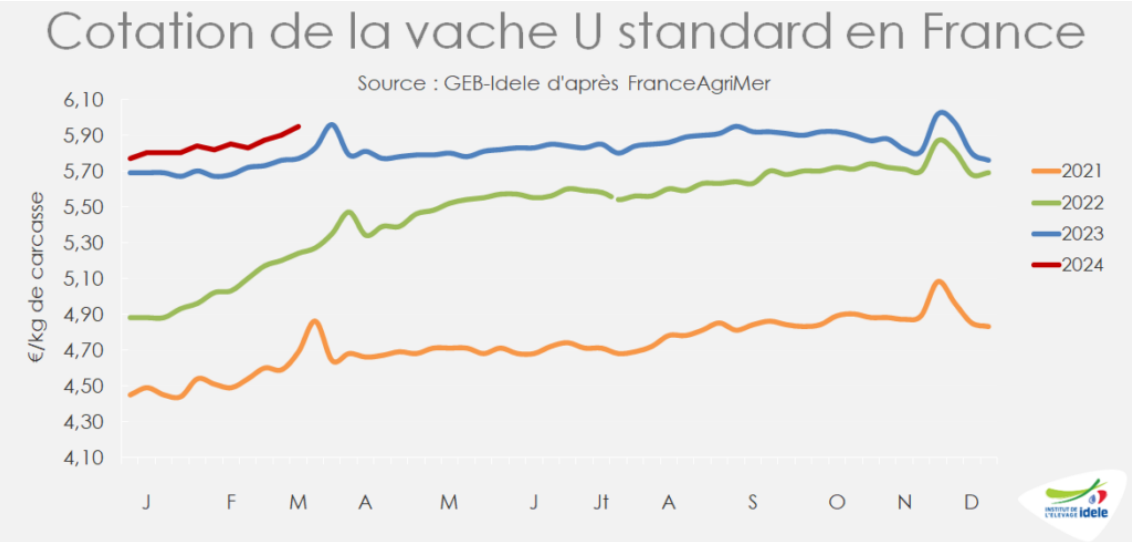
La baisse des cheptels reproducteurs n'en est pour autant pas enrayée. Au 1er février, le nombre de **vaches allaitantes** présentes en France enregistrait le même recul qu'au 1er janvier (**-1,9%** /2023). La décapitalisation laitière a légèrement ralenti mais le **cheptel laitier** restait à la baisse au 1er février (**-1,5%**). Depuis le 1er février 2018, la France a perdu 480 000 vaches allaitantes et 360 000 vaches laitières.



Les cotations des vaches allaitantes soutenues par le manque d'offre

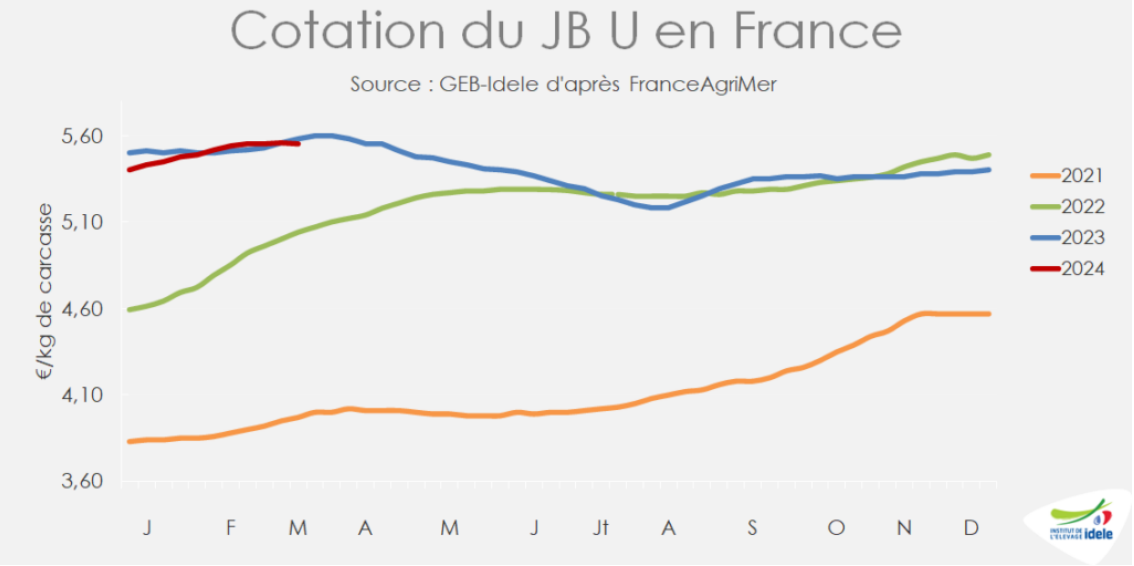
La forte baisse de l'offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches de race à viande. La cotation de la **vache U a en outre amorcé sa hausse saisonnière à l'approche de Pâques.**

Elle a gagné 10 centimes en 4 semaines, à **5,95€/kg** de carcasse en semaine 11 (+3% /2023 et +14% /2022). La cotation de la **vache R** a gagné 1 centimes pour atteindre **5,45 €/kg** (-1% /2023 mais +11% /2022). La **vache O** a gagné 2 centimes à **4,51 €/kg** (-10% /2023 et +2% / 2022) et la **vache P** 2 centimes également, à **4,19 €/kg** (-13% /2023 et -3% /2024).



Les cours des jeunes bovins se tiennent

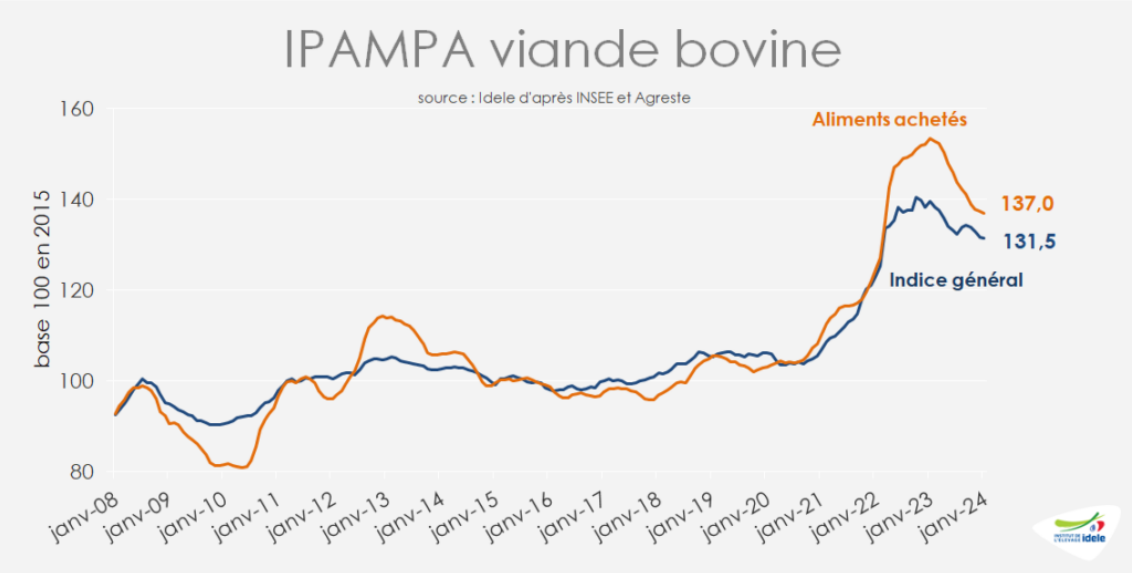
Après avoir progressé en début d'année grâce à des ventes vers la Turquie dynamiques et un marché européen en meilleure posture qu'il y a un an, la cotation du **JB U** oscille autour de **5,55 €/kg de carcasse**, très proche de son niveau de 2023.



Celle du **JB R** se situait à **5,39 €/kg** en semaine 11 (-1% /2023 mais toujours +10% /2022) et celle du **JB O à 4,86 €/kg** (-5% /2023 mais toujours +10% /2022).

L'IPAMPA en baisse mais toujours élevé en janvier

En janvier 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) a poursuivi sa décrue mais s'établissait toujours à 131,5 points (-6% /janvier 2023, mais toujours +7% /2022). L'indice des prix des aliments achetés était à -11% /2023 et +10% /2021 et celui des énergies et lubrifiants s'était replié après le pic de septembre à 161,5 (-10% /2023 et +11% /2022).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

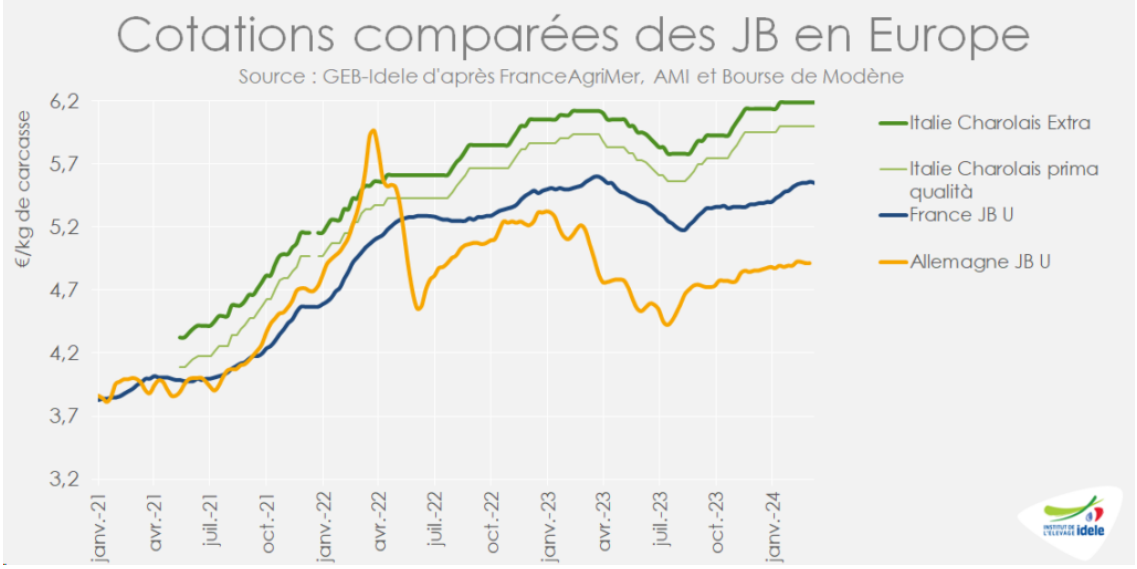
Le manque d'offre soutient les prix

Dernière révision le 25 mars 2024

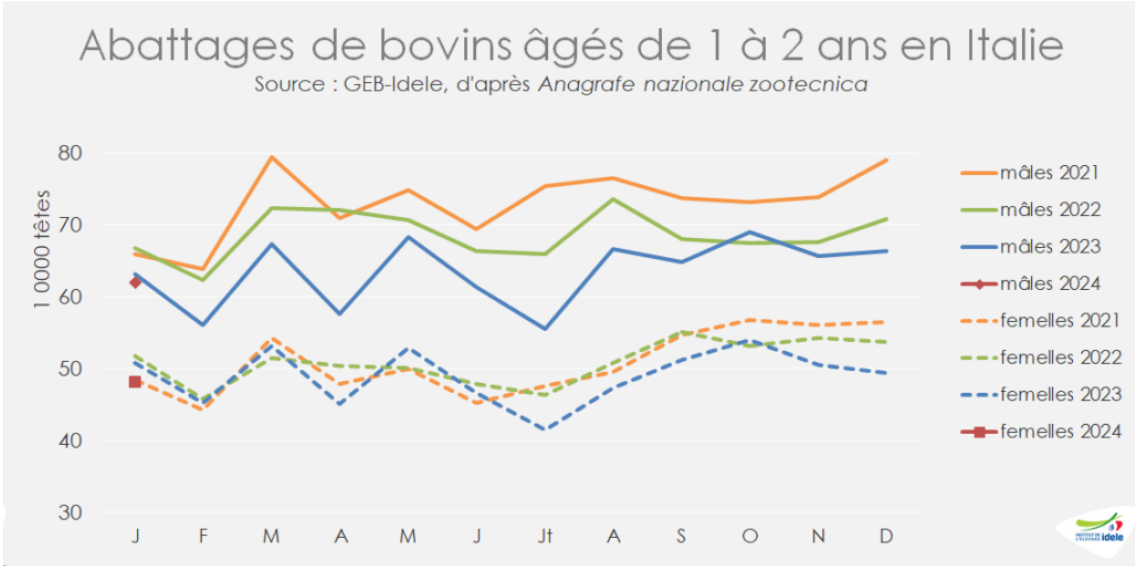
Le manque de viande en Europe et le dynamisme des marchés méditerranéens ont soutenu les cours des jeunes bovins début 2024. Alors que les abattages sont en recul faute d'animaux disponibles à mettre en place, les prix sont stables à haussier dans les principaux pays producteurs.

Italie : cours élevés

En Italie, la faiblesse de l'offre liée à la baisse des envois de broutards français l'année dernière continue de soutenir les prix des jeunes bovins. Ainsi, en semaine 11, le **mâle limousin *Extra*** cotait 3,80 €/kg vif (+2% /2023 et +14% / 2022), le **mâle charolais *Extra*** cotait 3,65 €/kg vif (+1% /2023 et +12% /2022) et le **mâle charolais *Prima Qualità*** 3,54 €/kg (+1% /2023 et +12% /2022). La **femelle charolaise *Extra*** atteignait pour sa part 3,54 €/kg vif (+3% /2023 et +12% /2022).

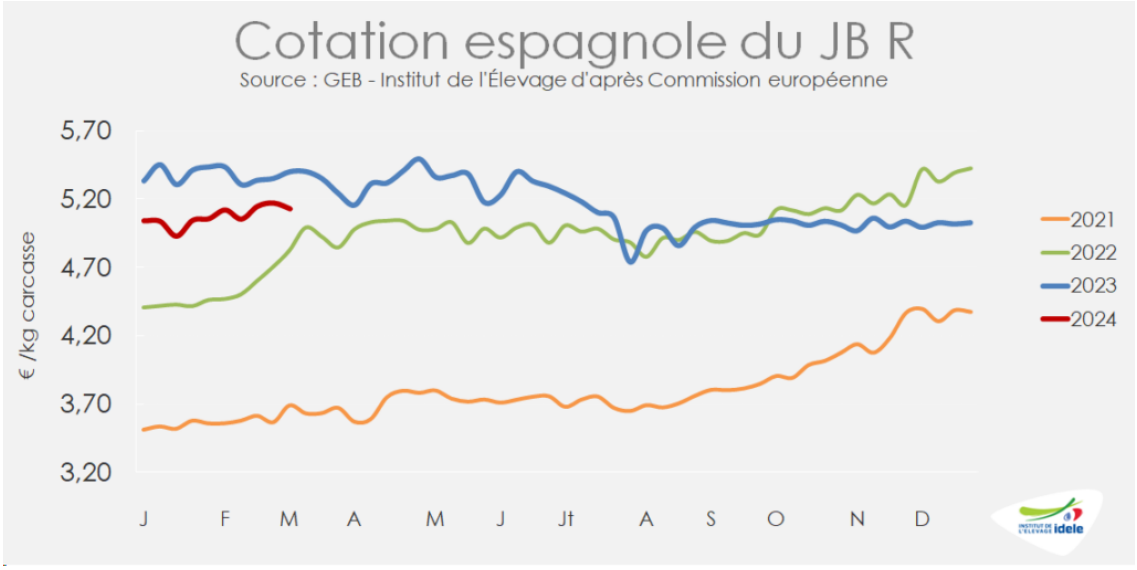


Faute de mises en place du fait de la chute des envois de broutards, les **abattages italiens de jeunes bovins et génisses** étaient en repli début 2024. Ainsi, en janvier, 62 000 jeunes bovins mâles ont été abattus en Italie d'après *Anagrafe Zootecnica*, en léger recul de -2% /2023 (et -7% /2022), et 48 000 génisses de 1 à 2 ans (-5% /2023 et -7% / 2022). En cumul sur 2023, le recul s'établissait à -6% pour 1 350 000 têtes, mâles et femelles confondus.



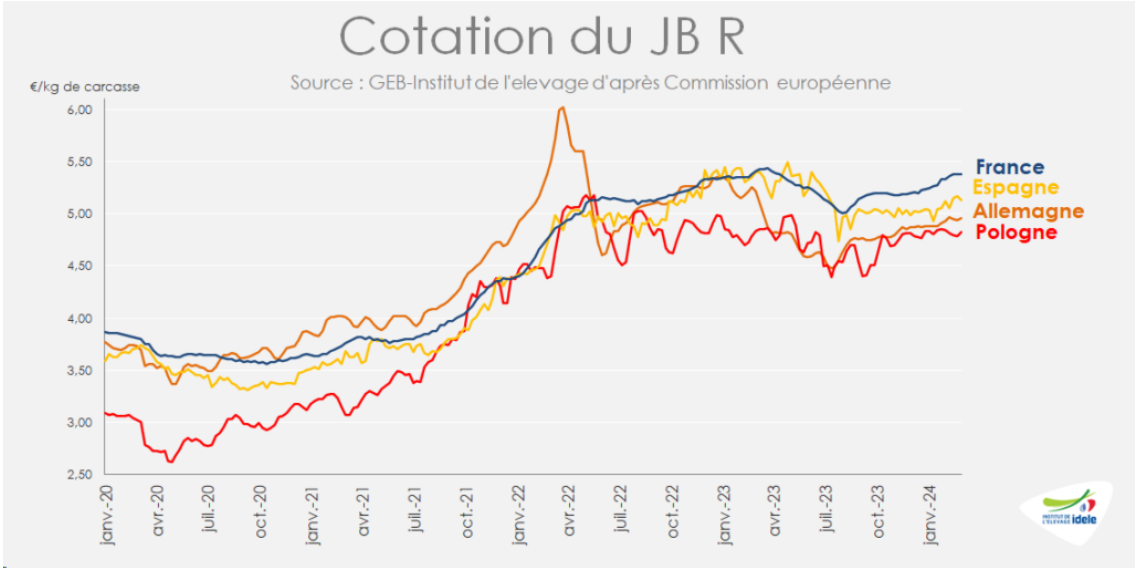
Espagne : prix soutenus par la demande algérienne

La récente ouverture du marché algérien à la viande espagnole a soutenu les prix des JB en début d'année, compensant une demande intérieure relativement faible du fait de l'inflation. Ainsi, en semaine 10, le **jeune bovin R** cotait 5,13 €/kg éc, un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (-5% /2023 mais +6% /2022). La cotation du **jeune bovin U** s'établissait à 5,39 € /kg éc, très proche de sa valeur de 2023 (-1%) et en progression de +10% /2022. Ce dernier progresse également de +3% en quatre semaines, traduisant la demande bien présente pour les animaux les mieux conformés.



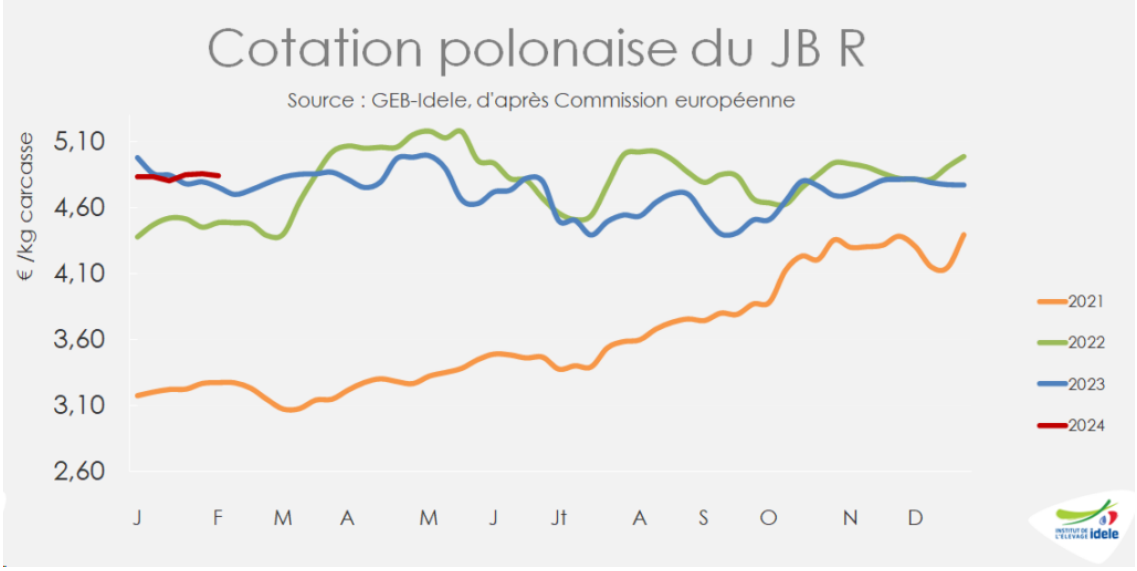
Allemagne : stabilisation de la cotation

En Allemagne, les cours des jeunes bovins était relativement stables après les hausses observées en fin d'année 2023. Ainsi, le **jeune bovin R** cotait 4,96 €/kg éc, en légère hausse (+3 cts) sur quatre semaines, proche de son niveau de 2023 (+1%) mais en recul par rapport au haut niveau de 2022 (-5%).



Pologne : cotation stable du fait d'une offre en recul

En Pologne, les abattages de jeunes bovins ont nettement reculé en 2023 faut de disponibilité en veaux à engraisser. En cumul sur l'année, **869 000 jeunes bovins ont été abattus** en Pologne, en baisse de -2% /2023 (ou -18 000 têtes) et -8% /2022. **En tonnage**, cela représente 289 000 téc, soit -3% /2023 (ou -9 000 téc) et -7% /2022.



Viandes bovines » Femelles » Europe »

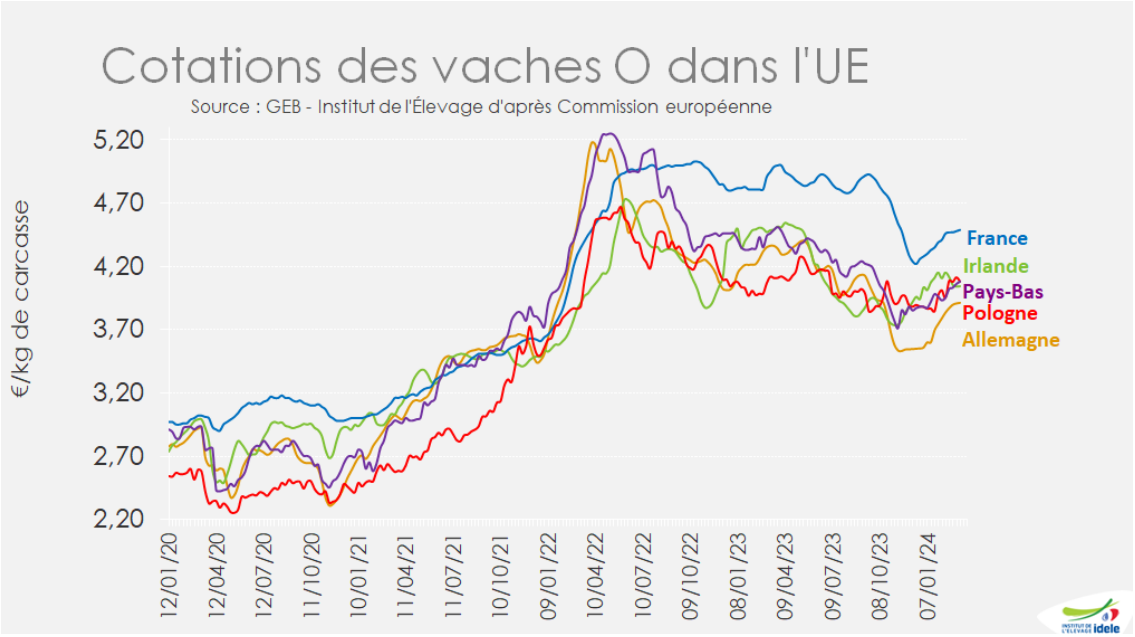
Hausse saisonnière des cours des femelles

Dernière révision le 25 mars 2024

Les cotations des réformes poursuivent leur hausse saisonnière, soutenue par le recul global du cheptel de vaches en UE et la faiblesse de l'offre. En Irlande, les abattages de vaches sont particulièrement élevés du fait de la mauvaise météo.

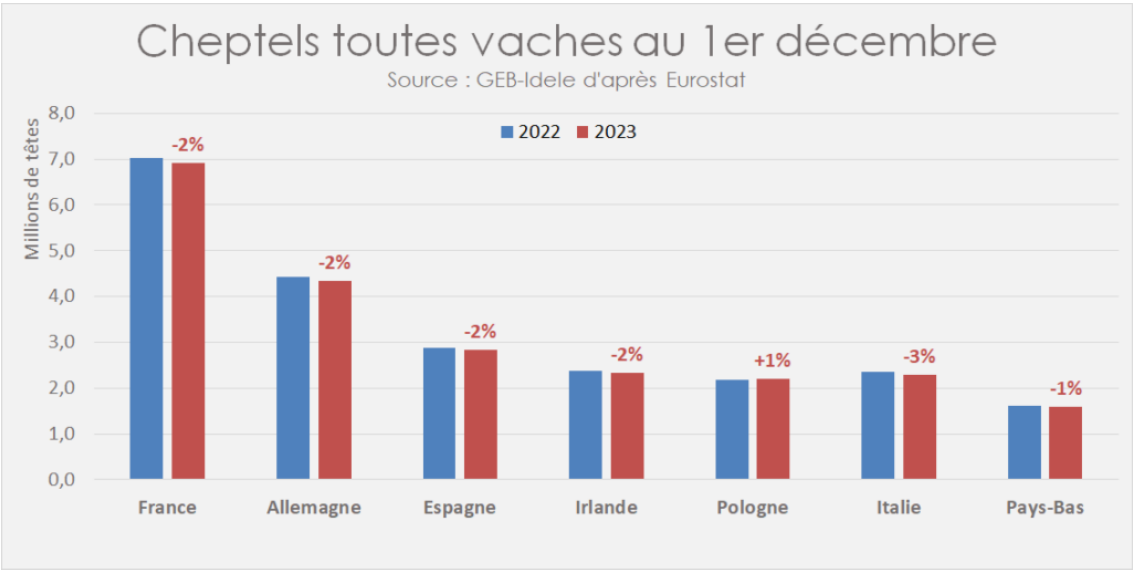
Cotations des vaches O en UE

Après leur baisse saisonnière de l'automne, **les cours des vaches se redressent dans quasiment tous les Etats membres** conformément à l'évolution saisonnière des réformes de vaches, abondantes à l'automne et plus rares au printemps. Seule l'Irlande fait exception en raison d'abattages très dynamiques.



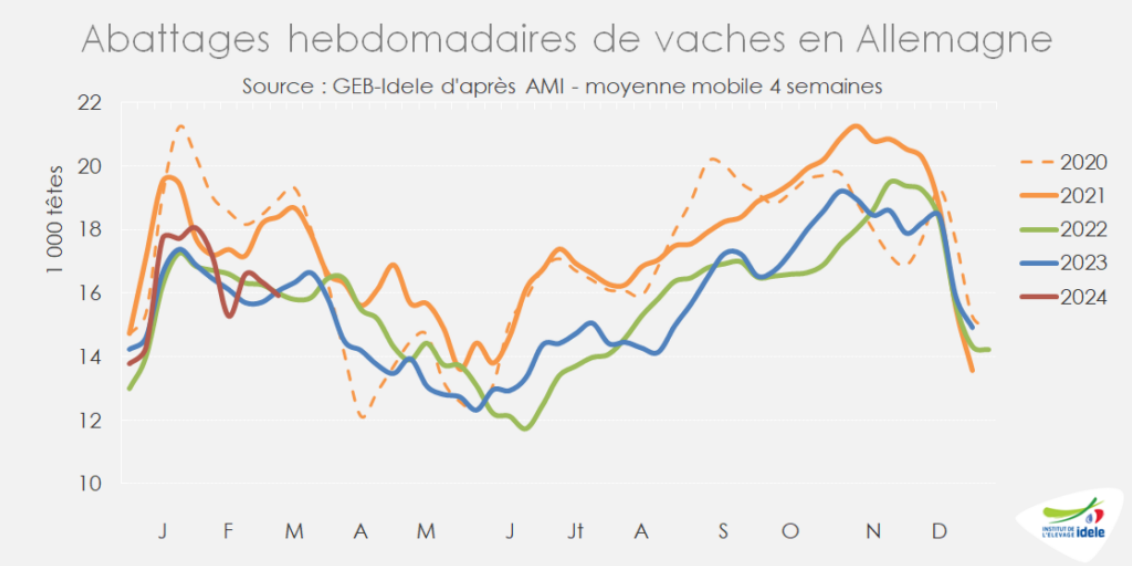
Le cheptel de vaches en UE recule

Selon les enquêtes cheptel européennes de décembre 2023, le nombre de vaches en UE était en recul de -2% comparé à 2022. Les principaux Etats membres détenteurs de vaches ont vu leurs effectifs reculer (Pays-Bas : -1% ; France : -2%, Allemagne : -2% ; Italie : -3%). Même l'Irlande et l'Espagne, offensives ces dernières années sur le marché européen, voient leur cheptel reculer de -2%. En Irlande, on assite au recul du cheptel allaitant suites aux arrêts de nombreux petits éleveurs, également employés à l'extérieur, découragés par la réforme de la PAC. Pour l'Espagne, les abattages de vaches en mai-juin 2023, liés à la forte sécheresse 2022-2023 ont réduit les effectifs. Parmi les pays d'élevage, seule la Pologne a augmenté son nombre de vaches, de +1% /2022, après quatre années consécutives de recul.

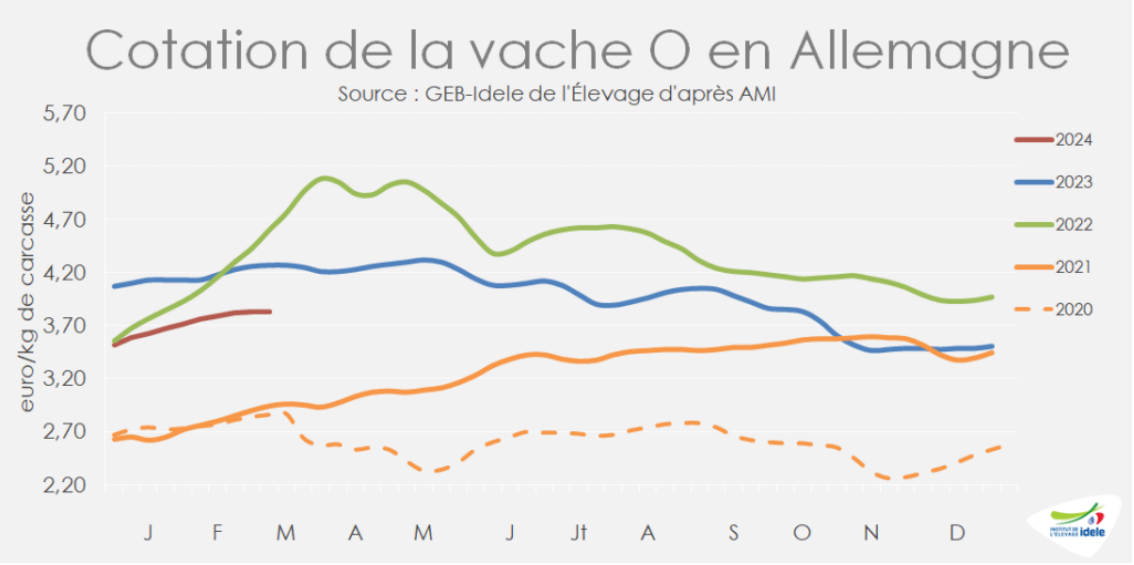


ALLEMAGNE : progression des cours plus lente

En Allemagne, entre les semaines 7 et 10, les abattages de vaches ont été équivalents aux années passées (+2% / 2023 et -2% /2022).

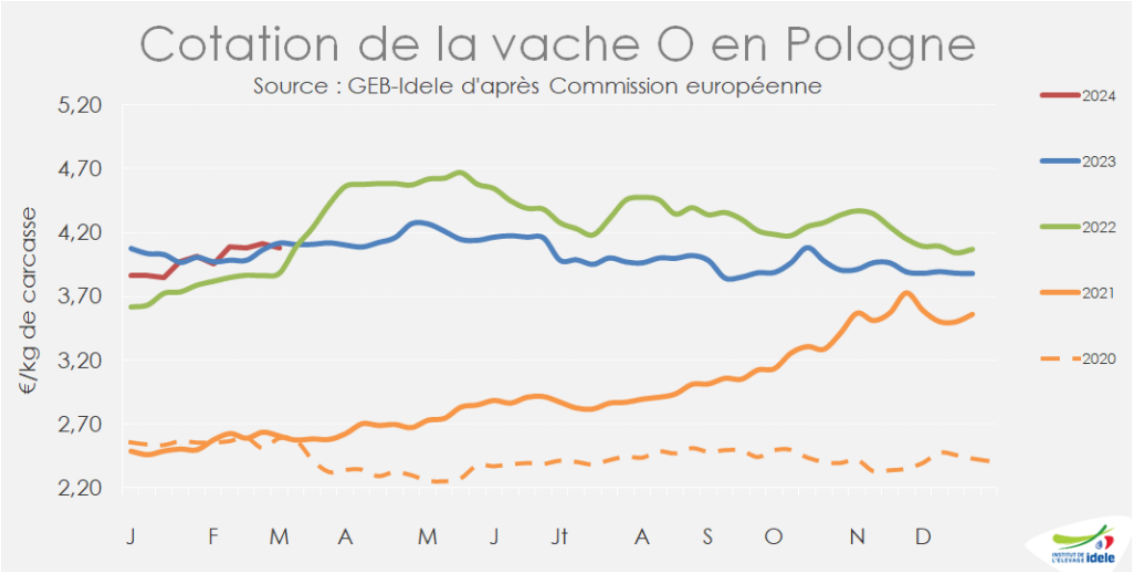


La cotation de la vache O continue de progresser, à la suite du redémarrage des achats de viande de réforme – plus économique – en janvier. La cotation de la vache O a grimpé de 7 centimes en quatre semaines, à un rythme plus lent que la précédente période (+18 cts entre s2 et s6), les abattoirs exerçant une certaine pression sur les prix du fait de la hausse de leurs charges (selon AMI). Au final, la vache O s'établissait à 3,83 €/kgéc en semaine 10 (-10% /2023 et -17% /2022).



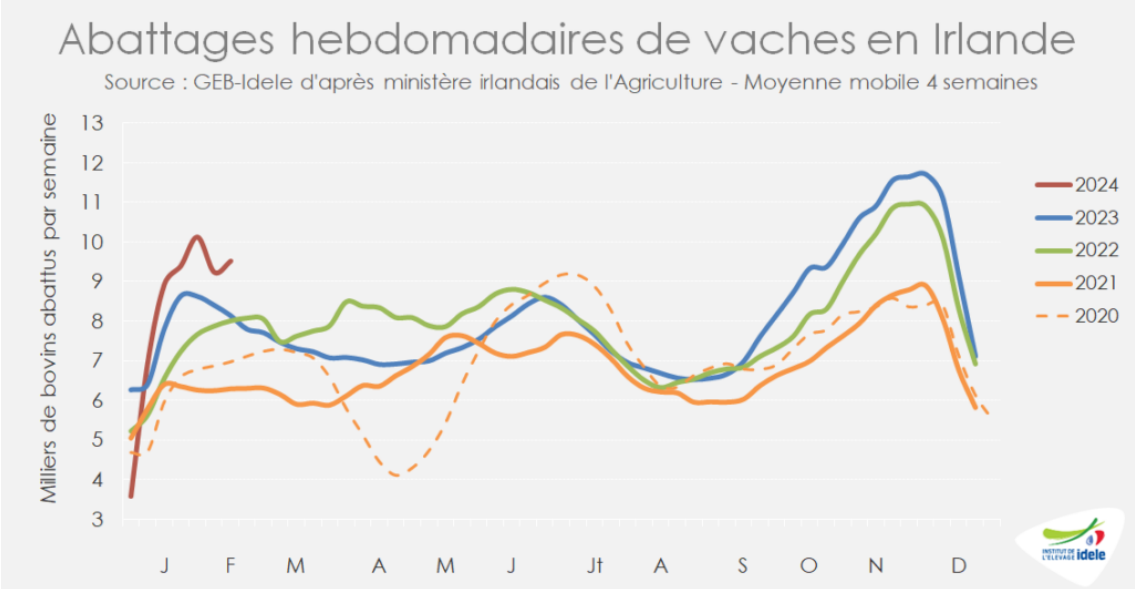
POLOGNE : cours à la hausse

La hausse saisonnière du cours de la vache O, comme presque partout en UE, se poursuit **en Pologne,** avec 13 cts gagnés en 4 semaines. En semaine 10, le prix de **la vache O** était équivalent à celui de l'an passé, à 4,08 €/kg de carcasse (-1% /2023, mais +5% /2022). La parité euro/zloty est quasi stable depuis novembre 2023. Le cours des réformes polonaises était équivalent au cours hollandais et supérieur au cours allemand de +4%.

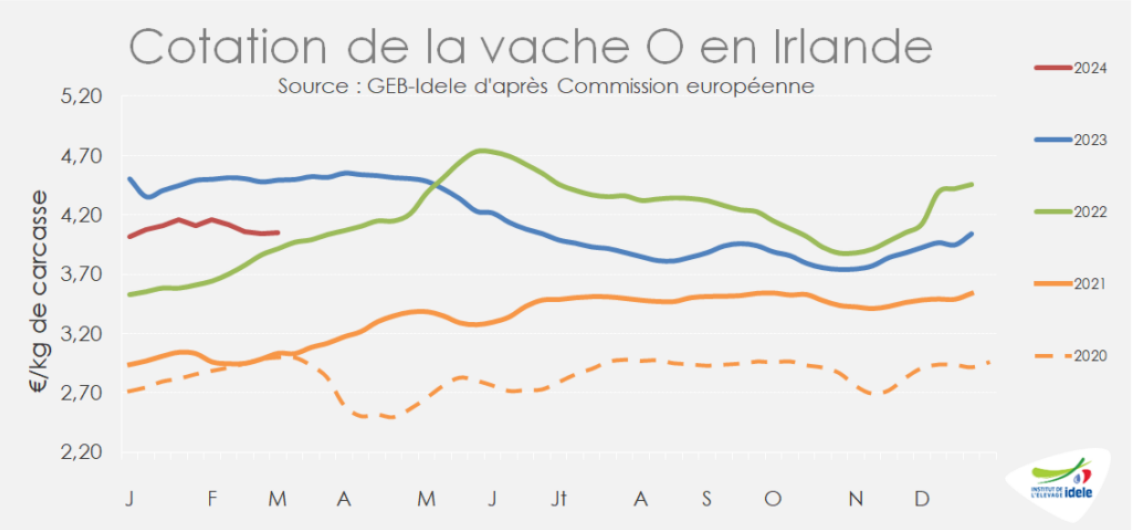


IRLANDE : des niveaux d'abattages élevés en 2024

En **Irlande**, les abattages de réformes sont très élevés depuis début 2024, comme depuis septembre 2023, du fait d'un automne-hiver trop pluvieux, ayant entraîné une rentrée à l'étable précoce et l'entame des silos d'herbe. Afin de préserver les stocks de fourrages, les éleveurs ont fait partir davantage de vaches laitières. La météo humide cet été sur l'île d'Emeraude a aussi peut-être entraîné des problèmes de reproduction et donc des réformes des vaches laitières vides en fin de campagne (janvier-février).



D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, **les abattages** de vaches ont donc à nouveau bondi : +14% /2023 et +22% /2022 entre les semaines 7 à 10. Les abattages des autres catégories de bovins ont aussi progressé, à l'exception des jeunes bovins (-2% /2023), une production minoritaire en Irlande.
Les cours des vaches ont reflué du fait du nombre élevé d'abattages ces dernières semaines. En semaine 10, la cotation de la vache O avait perdu 11 cts en quatre semaines, s'établissant à 4,05 €/kg de carcasse (-10% /2023 mais +3% /2022). De même, la cotation du bœuf R s'est érodé de 6 cts en quatre semaines, atteignant tout de même 5,12 €/kgéc (-2% /2023 mais +13% /2022).



Viandes bovines » Maigre »

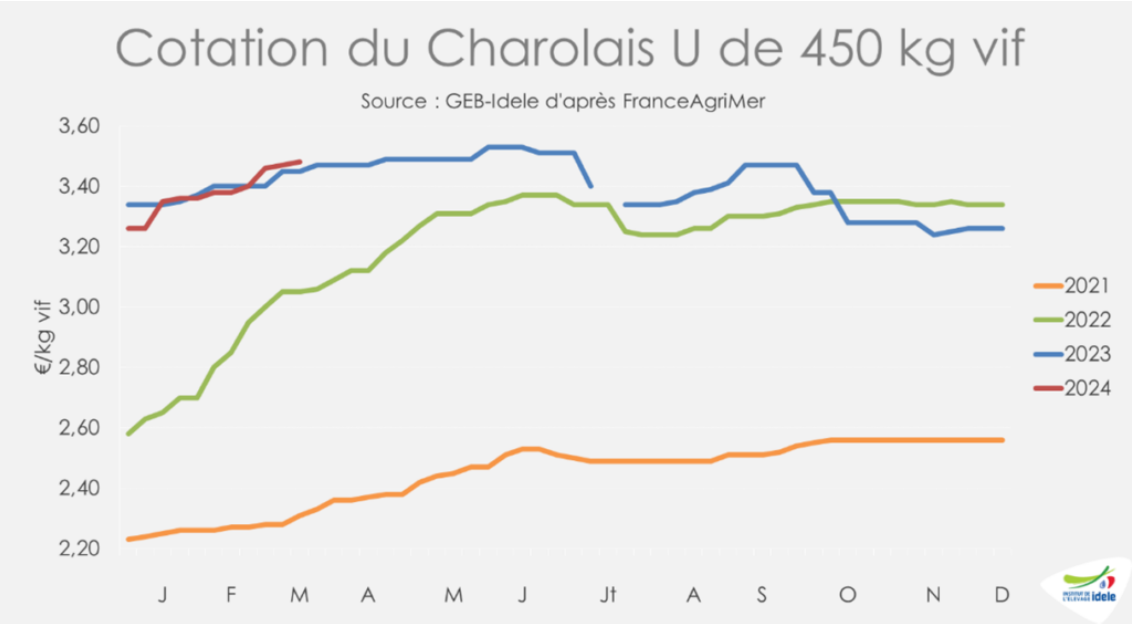
Les exportations en recul face au manque d'offre

Dernière révision le 25 mars 2024

L'offre réduite de broutards, due à la décapitalisation du cheptel allaitant, maintient le marché du broutard dans une situation tendue. En recul de 13% en janvier par rapport à 2023, les exportations de la France se maintiennent tout de même avec ses partenaires européens. Cette situation continue de tirer les cours à la hausse en mars 2024.

L'offre réduite tire les prix à la hausse

Avec une offre réduite et une demande toujours élevée pour l'engraissement en France, en Espagne et en Italie, les cotations des broutards sont en croissance ou stables. La cotation du Charolais U de 350 kg vif a pris 12 centimes en quatre semaines, l'amenant à 3,61 €/kg vif en semaine 11 (+8ct /2023 et +11% /2022). Le Charolais U de 450 kg a augmenté de 10 cts ces quatre dernières semaines, l'amenant à 3,48 €/kg vif en semaine 11 (+3 ct/2023 cts ou +1%).

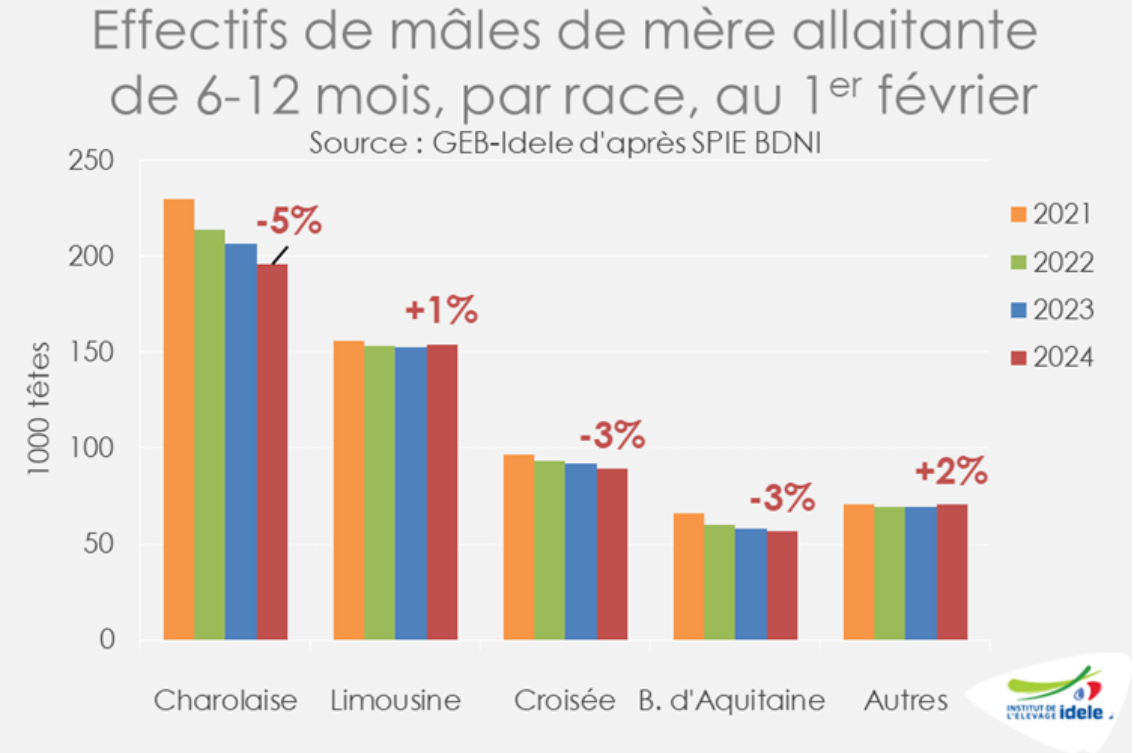


Le prix du Limousin E de 350 kg augmente aussi depuis le début de l'année 2024, avec une hausse de 5 cts depuis la semaine 7 pour s'établir à 3,90 €/kg vif en semaine 11 (+4% /2023 ou +15 cts et +22% /2022). Le prix du broutard croisé R de 300 kg a ralenti sa croissance, avec +4 cts ces quatre dernières semaines, à 3,35 €/kg (+5% /2023 ou +17 cts et +15% /2022).

La forte demande en broutardes en Italie et la faiblesse de l'offre soutiennent les prix de ces dernières. Le cours de la Limousine E de 270 kg a augmenté de +5 cts entre les semaines 7 et 11, à 3,60 €/kg, poursuivant la dynamique de croissance de ce début d'année (+9% /2023 ou +30 cts). La Charolaise U de 270 kg se stabilisait à 3,40 €/kg (+3%/ 2023 ou +10 cts).

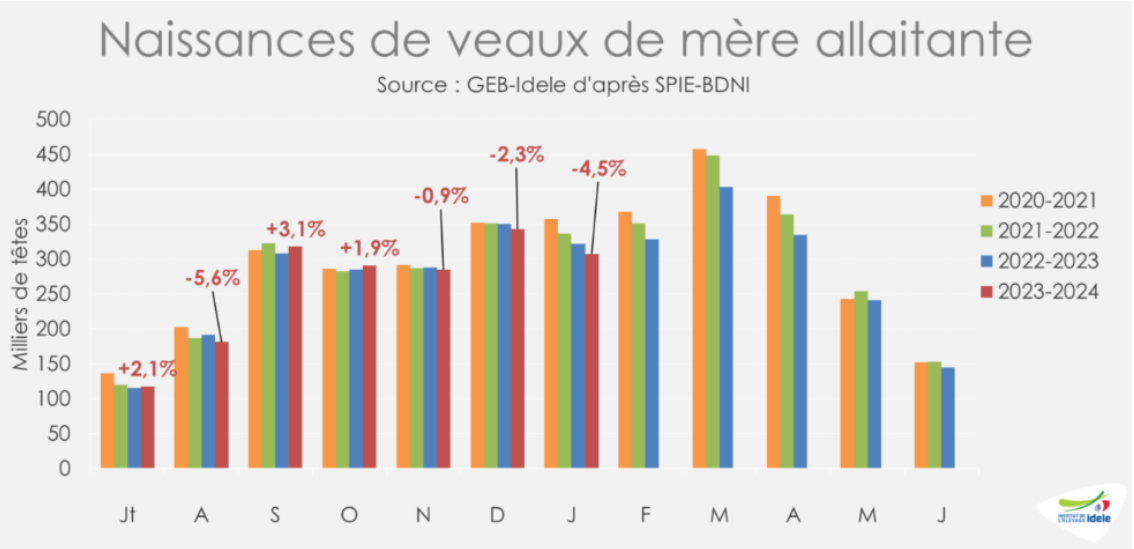
Effectifs en baisse pour les bovins de 6-12 mois en ferme

Les effectifs de broutards sont réduits pour les mâles allaitants de 6-12 mois par rapport à 2023 (-2%/2023 à 556 000 têtes au 1er février), de même que les effectifs de moins de 6 mois (-2%/2023). La baisse touche les Charolais de 6-12 mois en particulier, qui connaissent un recul de -5% au 1er février 2024 par rapport à 2023.



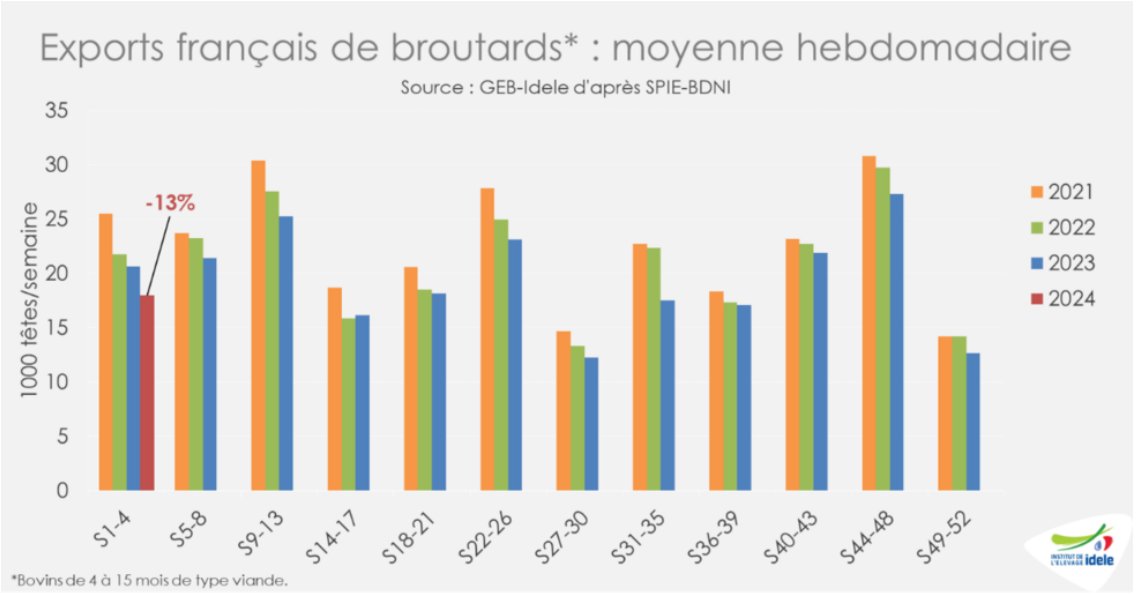
Érosion du pic des naissances

Les naissances étaient toujours en baisse en janvier par rapport aux années précédentes, à cause de la décapitalisation du cheptel allaitant, laissant présager une érosion du pic des naissances du premier semestre. Janvier a compté 341 000 naissances, soit -14 000 têtes /2023 ou -4,5%.



Exportations en baisse

D'après les données SPIE-BDNI, 72 000 bovins de type viande de 4 à 15 mois ont été expédiés lors des semaines 1 à 4 (-13% ou -11 000 têtes /2023). Ce fort recul, constaté sur un mois, est lié à un effet hebdomadaire de la semaine 1 en 2024, comprise entre le 1er janvier (férié) et le 6 janvier (Epiphanie, férié en Italie et Espagne) et a correspondu à une semaine de fermeture des entreprises en Italie et de vacances. Pour rappel, moins d'un million de broutards avaient été exportés sur l'année 2023, niveau le plus bas depuis 2014.

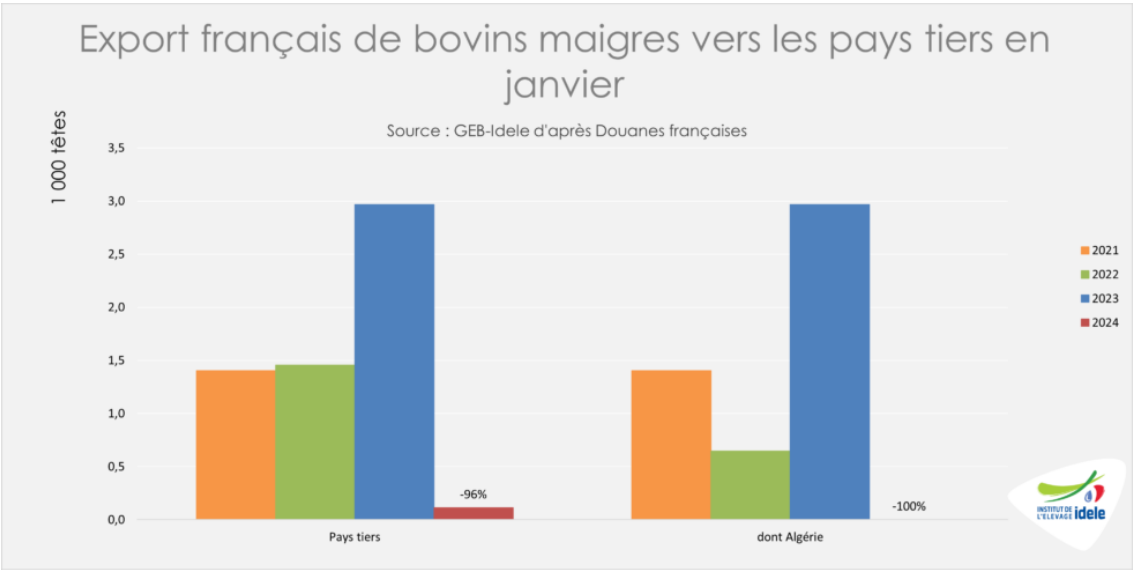


Dans le détail des races, les exports de mâles charolais reculaient de 8%, tandis que les exports en Limousin s'érodaient de seulement 3%. La tension du marché pour l'engraissement français explique le report d'animaux Charolais vers le marché intérieur, où cette race est traditionnellement davantage engraissée.

La part des femelles dans les exportations est stable, avec 35% de femelles parmi les 147 000 têtes exportées sur les semaines 1 à 7 selon les données SPIE-BDNI.

Selon les Douanes, 8 000 broutards français ont été exportés vers l'Espagne en janvier 2024, soit une hausse de +10% /2023 (1 000 têtes supplémentaires). Les envois de broutards mâles de plus de 300kg et de bovins de160-300kg (tous sexes confondus) sont en légère hausse, tandis que l'export de femelles de plus de 300 kg a bondi par rapport à 2023, tout en restant sur des volumes modestes (850 têtes, +173%).

Flux interrompu vers les pays tiers



En janvier, les envois de broutards vers les pays tiers sont quasi inexistants, avec 112 broutards exportés aux émirats arabes unis. Les pays tiers, qui ont représenté une part non négligeable de l'exportation française ces dernières années (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye) n'ont pas importé en janvier. Les cotations toujours hautes indiquent que, à la suite du renforcement de l'engraissement sur le territoire national, la demande de broutard en France, en Italie et en Espagne absorbe déjà la majorité de la production française, ce qui rend difficile les exports vers les pays tiers. Par ailleurs, l'Algérie reste fermée aux bovins français, du fait de la présence de la MHE.

Ralentissement des envois vers l'Italie et l'Espagne

Début 2024, les exports de bovins ont été ralentis vers les 2 plus gros importateurs que sont l'Italie et l'Espagne. Avec une offre toujours en baisse, les envois ont diminué de -8% /2023 pour l'Italie et –7% pour l'Espagne sur les semaines 5 à 10 pour les bovins vifs (de tous types, âges et sexes) d'après les données TRACES.

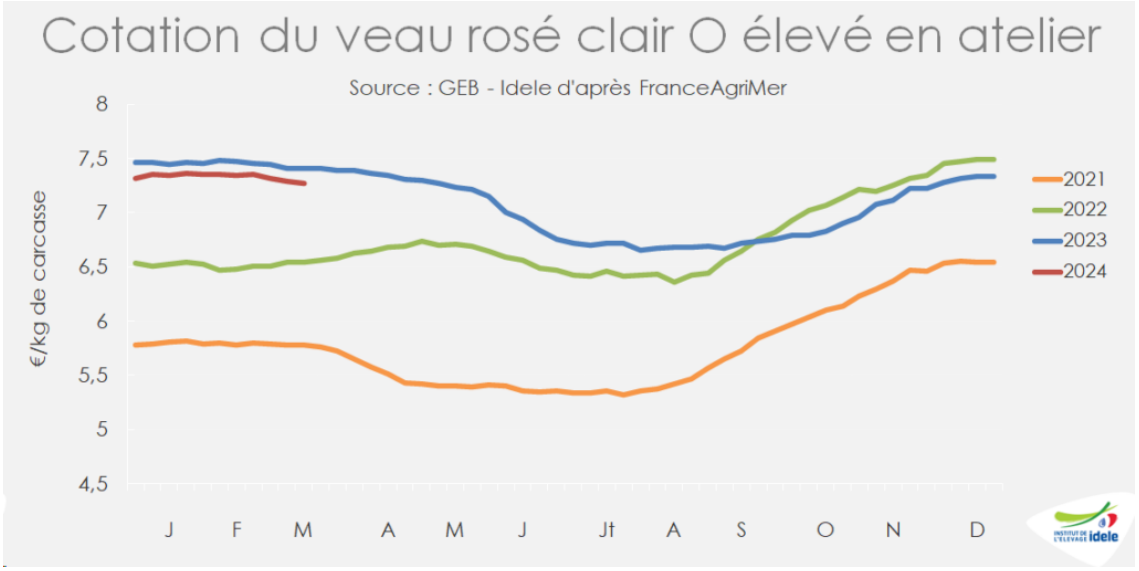
Sorties dynamiques en début d'année

Dernière révision le 25 mars 2024

Les abattages de veaux ont été robustes en fin d'hiver et des actions de promotion de la filière en février. Ce dynamisme a accéléré le rythme des sorties et a allégé les poids carcasses. Les cours des veaux gras se sont globalement maintenus à un niveau proche de 2023 alors que les coûts alimentaires et les prix des petits veaux restaient relativement faibles.

Cotation stable en début d'année

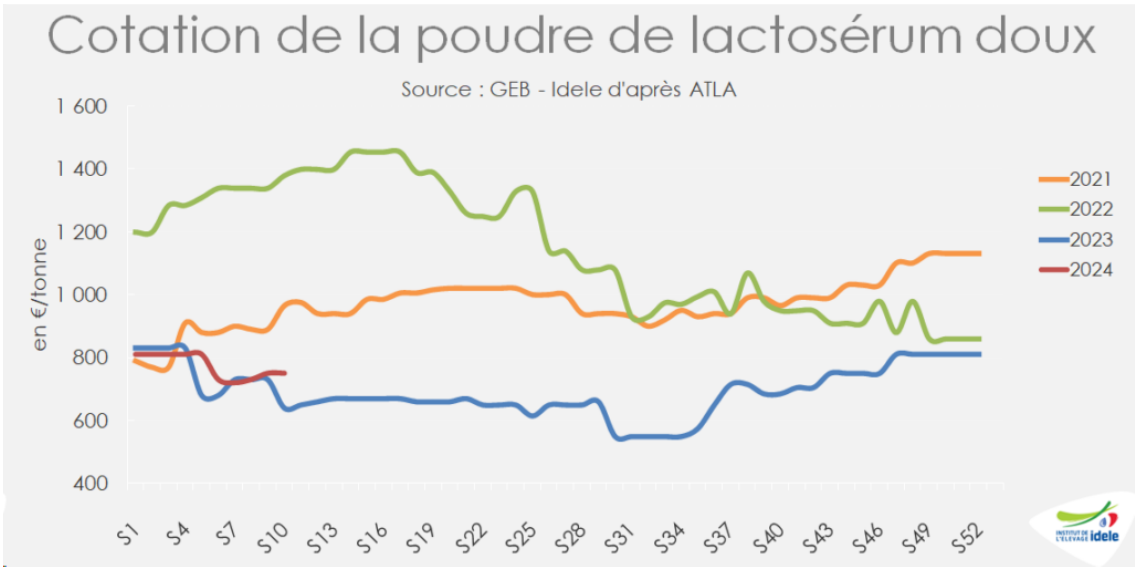
Les prix des veaux de boucheries restaient relativement stables début mars. Ainsi, en semaine 11, le **veau de boucherie rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,27 €/kgéc, en baisse de 7 cts sur quatre semaines et proche de son niveau de 2023 (-2% ou -14 cts). Le **veau rosé clair R élevé en atelier** suivait une tendance similaire, à 7,52 €/kgéc (-3 cts en quatre semaines et -3% /2023).



Les prix des veaux sous la mère étaient également stables. En moyenne entre les semaines 8 et 11, la cotation du **veau rosé clair U élevé au pis** s'établissait à 9,74 €/kgéc, en recul de 6 cts sur quatre semaines mais supérieur (+6% ou +54 cts) à son niveau de 2023.

Prix des moyens de production stables

Les prix des aliments pour les veaux de boucherie restaient globalement stables début mars. En semaine 10, la **poudre de lactosérum doux** cotait ainsi 730 €/t, légèrement au-dessus (+17%) de son niveau de 2023 mais en baisse de 7% depuis le début de l'année. La **poudre de lait écrémée**, utilisée dans les élevages positionnés sur un segment plus haut de gamme, cotait 2 410 €/t la même semaine (-9% /2023, -5% /semaine 1).

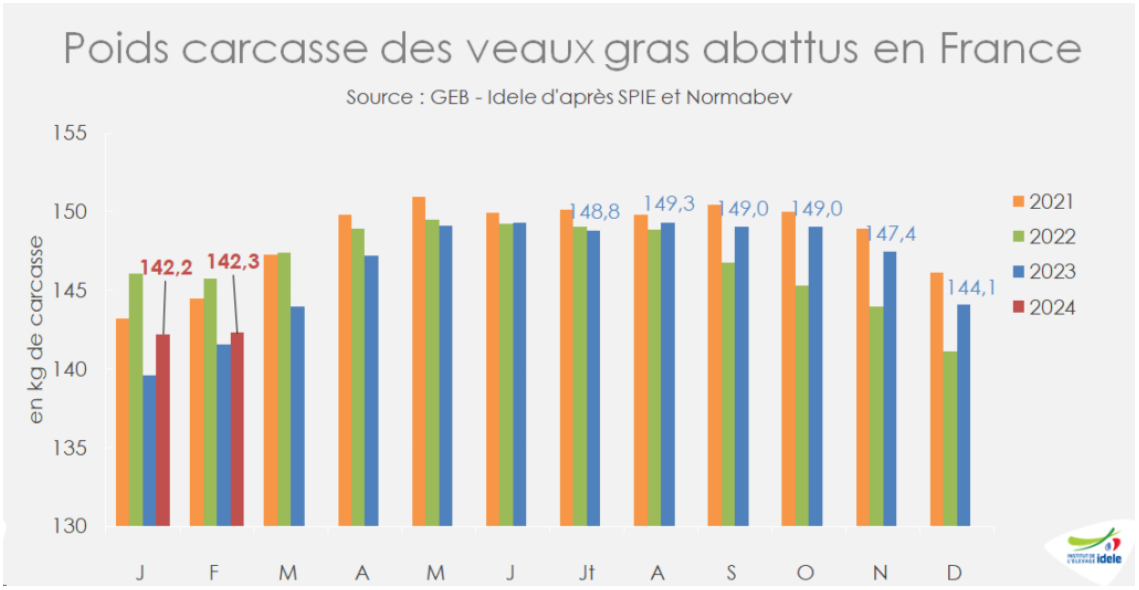


Les indices de prix IPAMPA en janvier étaient également stables. L'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** s'établissait ainsi à 139,4 points, en légère hausse (+2%) sur un mois mais toujours nettement inférieur à 2023 (-12%). L'**IPAMPA autres aliments pour veaux** atteignait 136,3 points, même niveau qu'en décembre et en baisse de -11% /2023.

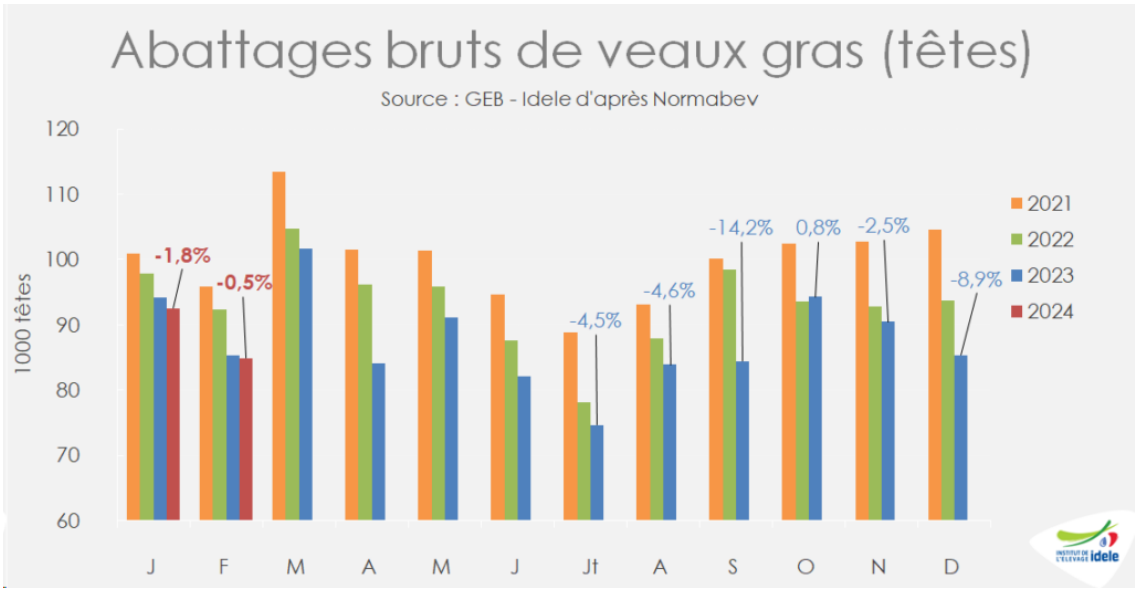
Les prix de l'énergie connaissaient la même stabilité. En janvier, l'IPAMPA gaz était à 145,1 points, stable sur un mois et légèrement inférieur à 2023 (-3%). Le **pétrole *Brent* de mer du Nord**, dont le propane est un dérivé, cotait 78 €/baril en février, en hausse de 5% sur un mois, proche du niveau de février 2023 (+1%) mais toujours nettement supérieur au niveau de 2019 (+49%).

Un rythme de sorties accéléré en début d'année

En février, les sorties étaient dynamiques. Les **poids carcasses** des veaux abattus en France étaient proches de l'année précédente, à 142,3 kgéc (+0,8 kg /2023), après plusieurs mois avec des écarts de 3 à 4 kg. De la même manière, les **âges à l'abattage** sont revenus à un niveau plus habituel, autour de 184 jours (+0,6 jr/2023), contre 3 à 4 jours d'écart depuis l'automne. D'après les opérateurs, les mises en place pour les abattages de début d'année 2024 avaient été prudentes, et le retard de sortie subi en septembre du fait de la chaleur a été mis à profit pour étaler les abattages en reportant des lots jusque début 2024.



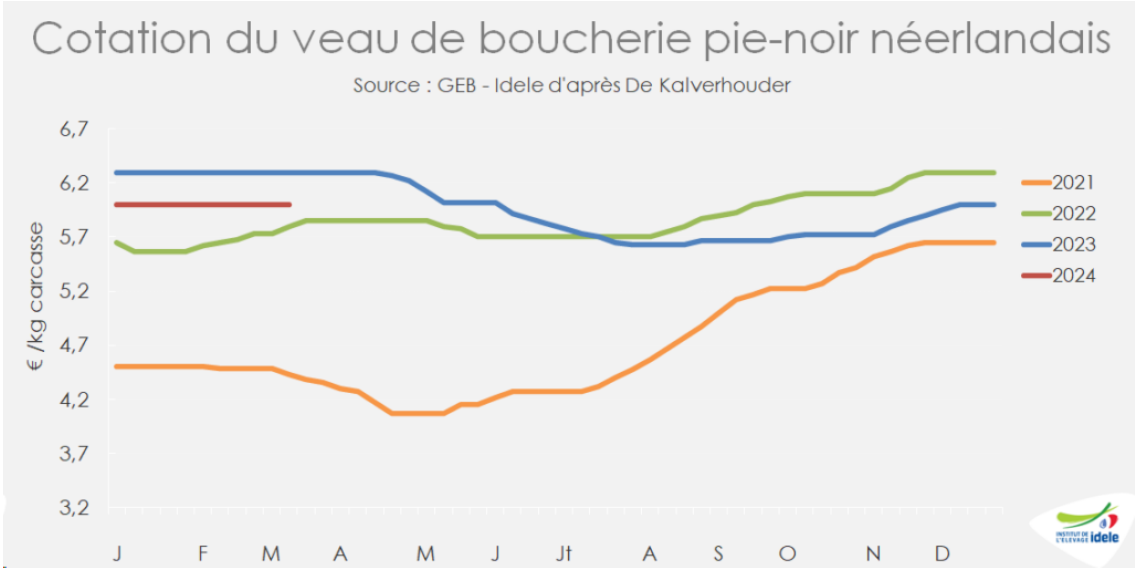
Au total, **85 000 veaux** ont été abattus en février, en léger repli de -0,5% /2023, pour un tonnage produit équivalent à 2023, à **12 000 téc** (-10% /2022). D'après les opérateurs enquêtés, la campagne interprofessionnelle de promotion de la viande de veau pour la fête des grands-mères a plutôt bien fonctionné, d'où des abattages soutenus en février.



En **cumul sur deux mois**, 177 000 têtes ont été abattues (-1,2% /2023 et -6,7% /2022), ce qui représente une production de 25 000 téc (= /2023 et -9% /2022).

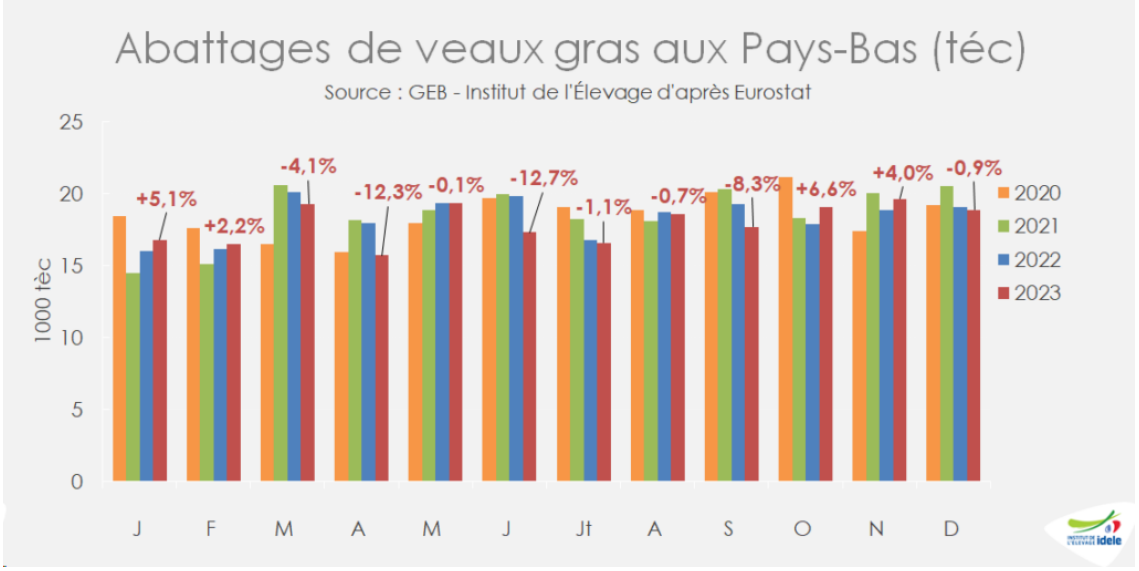
Cotation néerlandaise soutenue par la demande européenne

Comme l'an dernier, la cotation du **veau de boucherie pie-noir néerlandais** était stable depuis le début de l'année, à 6 €/kg éc (-5% /2023 et +3 % /2022). La demande en veau est élevée en Europe avec cette année la proximité entre le ramadan (qui a débuté le 10 mars) et Pâques (le 30 mars), permettant de soutenir les cours. D'après la presse spécialisée, les intégrateurs font maintenant face à une baisse de la disponibilité en veaux laitiers allemands et néerlandais, conduisant à une hausse des cours des jeunes veaux laitiers malgré l'importation de veaux irlandais.



Léger recul de la production néerlandaise en 2023

En décembre, les **abattages néerlandais** étaient en recul, à 121 000 têtes (-4,9% /2022). L'augmentation des **poids carcasses** à 155,7 kgéc en moyenne (+4,2% ou +6,3 kg éc /2022) conduit cependant à un maintien des **volumes abattus**, à 19 000 téc sur le mois, soit -0,9% /2022 mais -8% /2021.



Les Pays-Bas ont confirmé leur place de leader mondial de la production de veaux de boucherie en 2023. Ainsi, au total, **1,4 million de veaux** ont été abattus, en recul cependant de -1,9% /2022, soit -27 000 têtes. En tonnage, cela représente **216 000 téc**, en baisse également de -1,7% /2022, soit -4 000 téc.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

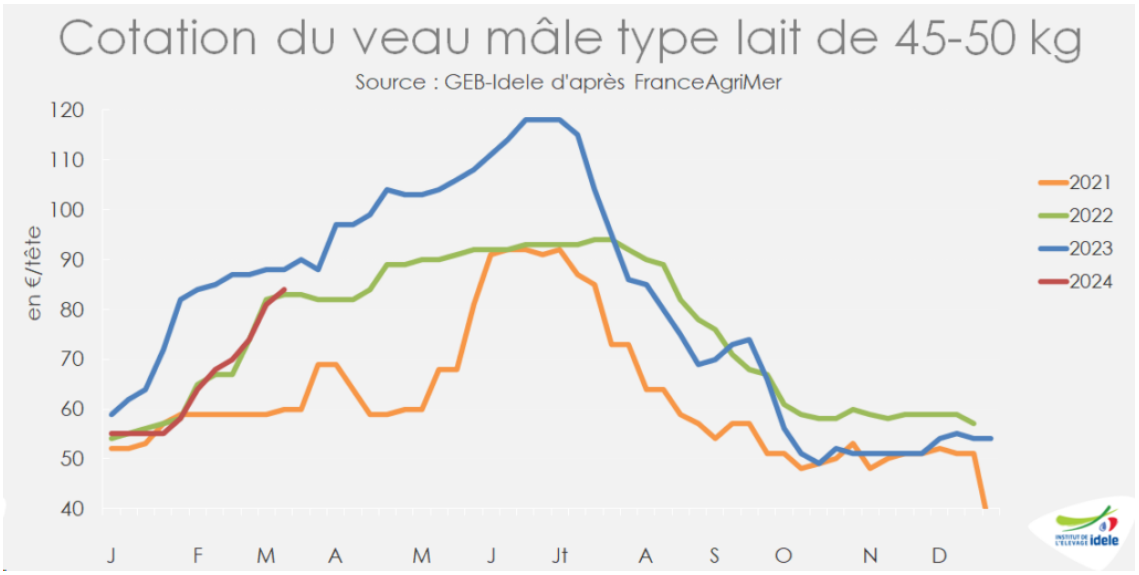
Baisse des naissances de veaux laitiers à engraisser

Dernière révision le 25 mars 2024

Dans un contexte de ralentissement de la décapitalisation, les naissances de veaux laitiers disponibles pour l'engraissement baissaient nettement en janvier, du fait d'un plus fort recours au sexage. Côté prix, la hausse saisonnière est bien amorcée tant en France qu'en Espagne malgré les inquiétudes sur les conditions climatiques en Catalogne.

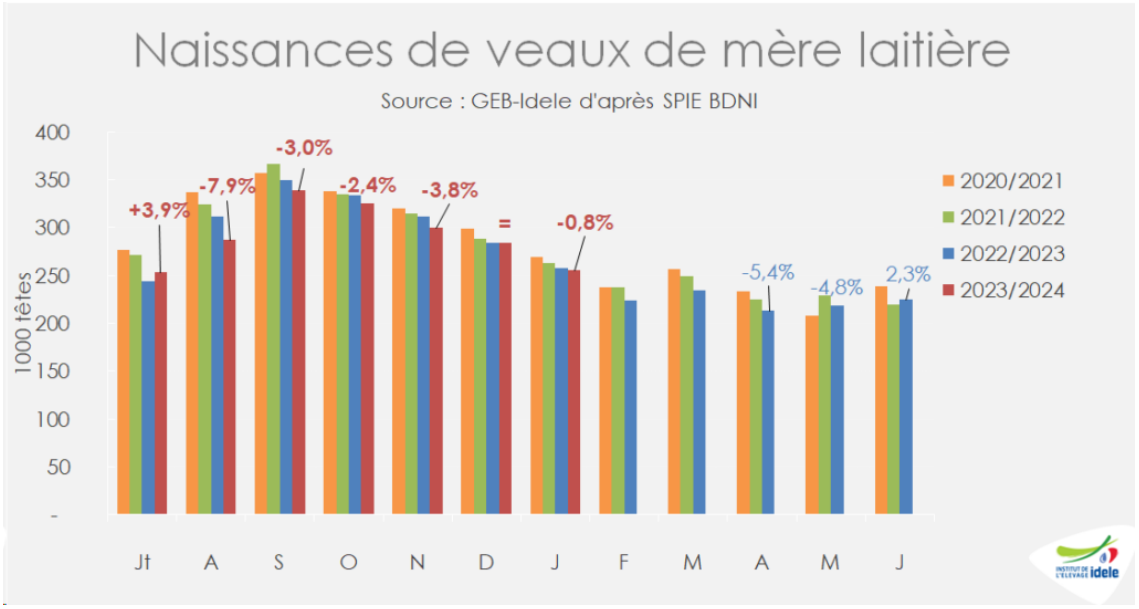
Poursuite de la hausse saisonnière des cours

Les cours des jeunes veaux laitiers poursuivaient leur hausse saisonnière du fait du creux saisonnier des naissances mais aussi des mises en place dynamiques pour les abattages de l'automne. Ainsi, en semaine 11, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait 84 €/tête, en hausse de +16 € en quatre semaines et très proche de son niveau de 2022. Le **veau mâle laitier de 50-55 kg** était également en hausse de 15 € sur quatre semaines à 106 €/tête.

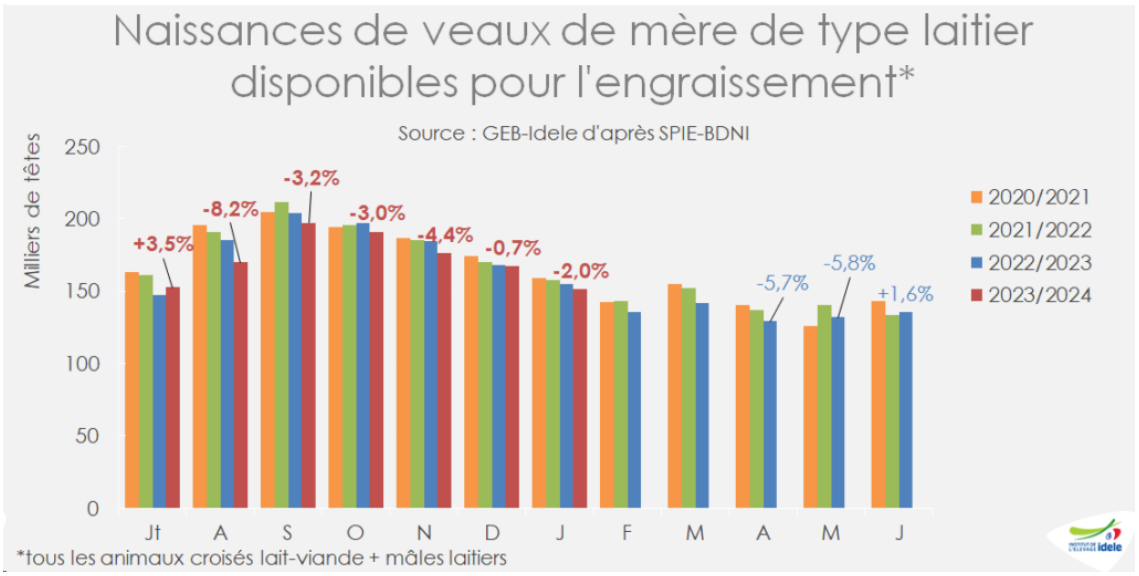


Baisse des naissances de veaux disponibles pour l'engraissement

La **décapitalisation laitière** poursuivait son ralentissement, avec 3,336 millions de têtes au 1er février 2024, soit un recul de -1,5%/ 2023 (-50 000 têtes) contre -2,4% il y a un an. En conséquence, en janvier, les **naissances de veaux de mère laitière** étaient en léger recul à 255 000 têtes (-2 000 têtes ou -0,8% /2023, -2,9% /2022) d'après SPIE-BDNI.

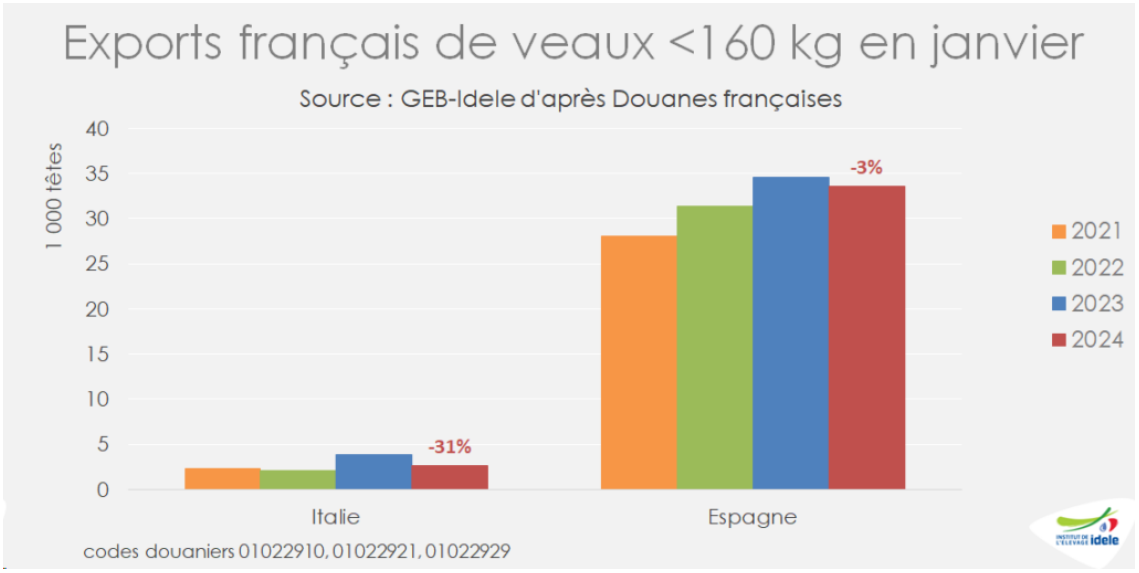


Le ralentissement de la décapitalisation se traduit également par une réorientation de la reproduction vers le renouvellement. Les **naissances de veaux disponibles pour l'engraissement** (tous veaux croisés lait-viande et mâles laitiers) étaient donc en plus fort recul pour le sixième mois consécutif, à 152 000 têtes (-2% ou -3 000 têtes / 2023), du fait d'une baisse de la part de mâles laitiers.



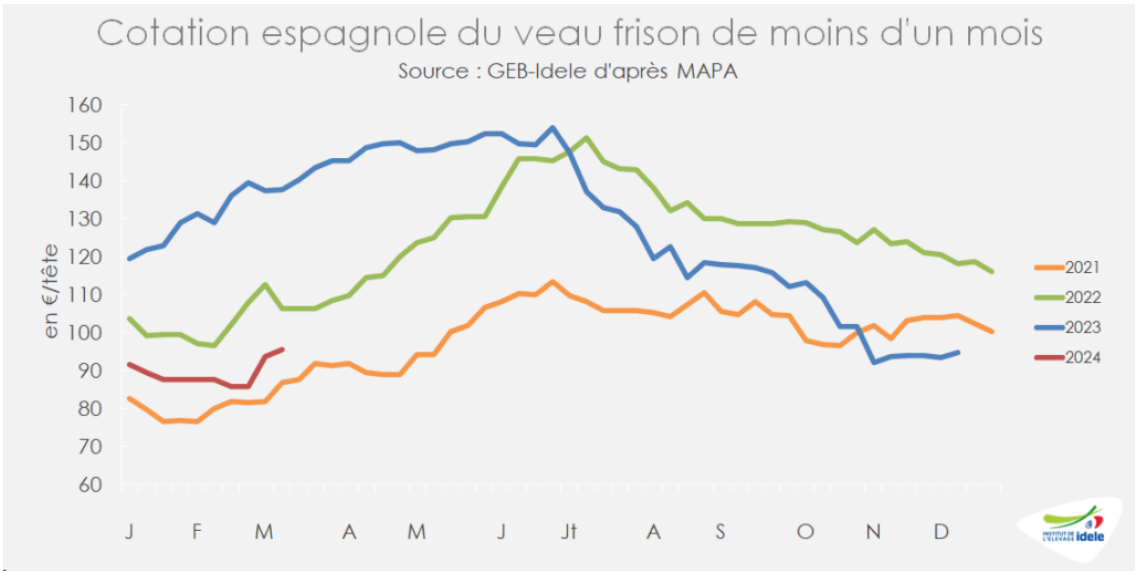
Léger recul des envois de veaux laitiers

En janvier, les **envois de veaux** étaient en baisse d'après les Douanes françaises à 37 000 têtes (-5% ou -2 000 têtes /2023, mais +10% /2022). **L'Espagne** restait la destination très majoritaire des veaux français avec 34 000 têtes (-3% ou -3 000 têtes /2023). Les inquiétudes sur la disponibilité en céréales pour l'année à venir continuent de peser sur les achats espagnols malgré des perspectives d'export sur le bassin méditerranéen.



Hausse saisonnière en Espagne

En Espagne, le prix du **veau frison de moins d'un mois** a démarré sa hausse saisonnière depuis février, à 95,6 € / tête, soit +8 € en quatre semaines. Cette cotation reste cependant nettement inférieure aux années précédentes (-31% /2023 et -10% /2022), ce qui témoigne probablement des inquiétudes des engraisseurs quant à la rentabilité de l'engraissement.


Cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois
Source : GEB-Idele d'après MAPA
en €/tête
160
150
140
130
120
110
100
90
80
70
60
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D
2021
2022
2023
2024

La collecte laitière française retrouve du dynamisme en 2024

Dernière révision le 25 mars 2024

Début 2024, la collecte laitière française renoue avec du dynamisme, porté par une bonne tenue des prix du lait, des fourrages lactogènes récoltés en 2023 (notamment le maïs ensilage) et un coût plus abordable des aliments concentrés. A noter toutefois une mise à l'herbe des vaches retardée par un hiver particulièrement pluvieux.

En 2023, la baisse des prix de la poudre de lait écrémé a stimulé la demande sur le marché international. Les exportations de la Nouvelle Zélande et de l'UE-27 ont augmenté, permettant l'écoulement des stocks constitués en 2022.

La collecte laitière retrouve du dynamisme

Dernière révision le 25 mars 2024

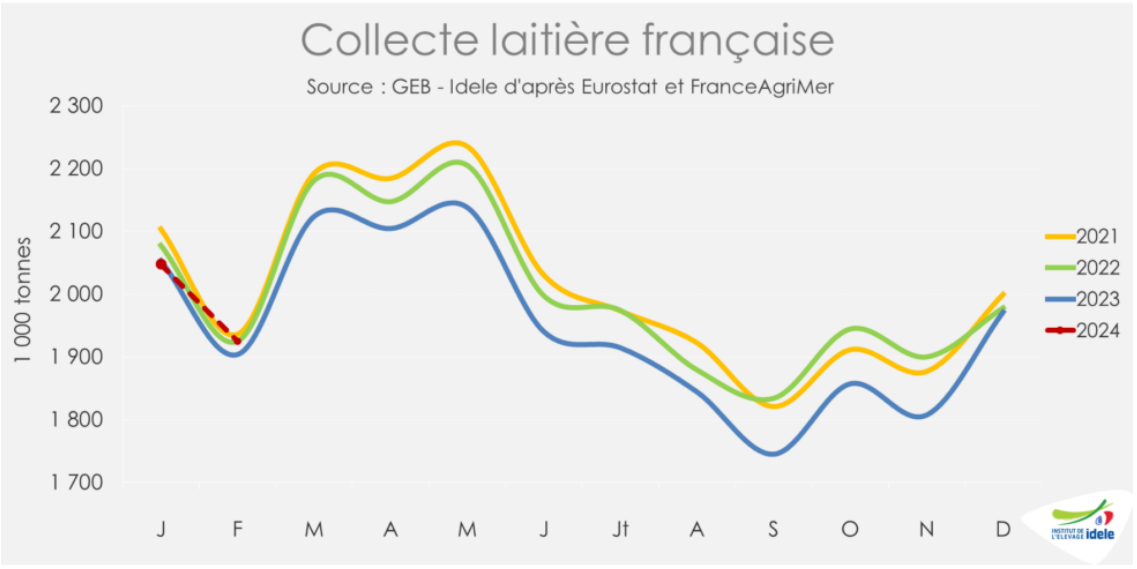
La collecte de lait affiche une bonne dynamique sur ce début d'année. La mise à l'herbe des vaches a cependant été retardée par un hiver très pluvieux, provoquant des excès d'eau limitant la portance des parcelles. Le prix du lait se tient sur ce début d'année.

La collecte de lait bio, quant à elle, poursuit une tendance baissière.

Regain de dynamisme de la collecte

Le début d'année a commencé favorablement pour la collecte française. Le mois de janvier a affiché une collecte stable (-0,3% /2023) malgré un début de mois perturbé par des chutes de neige, du gel et du verglas dans certaines régions. Les taux poursuivent leur amélioration permettant une progression de collecte de +0,9% /2023 en MSU. Une fois bien acidifié, le maïs récolté en 2023 a permis de bonnes performances de production depuis la fin d'année 2023 et l'effet bonifiant devrait perdurer jusqu'à la prochaine récolte.

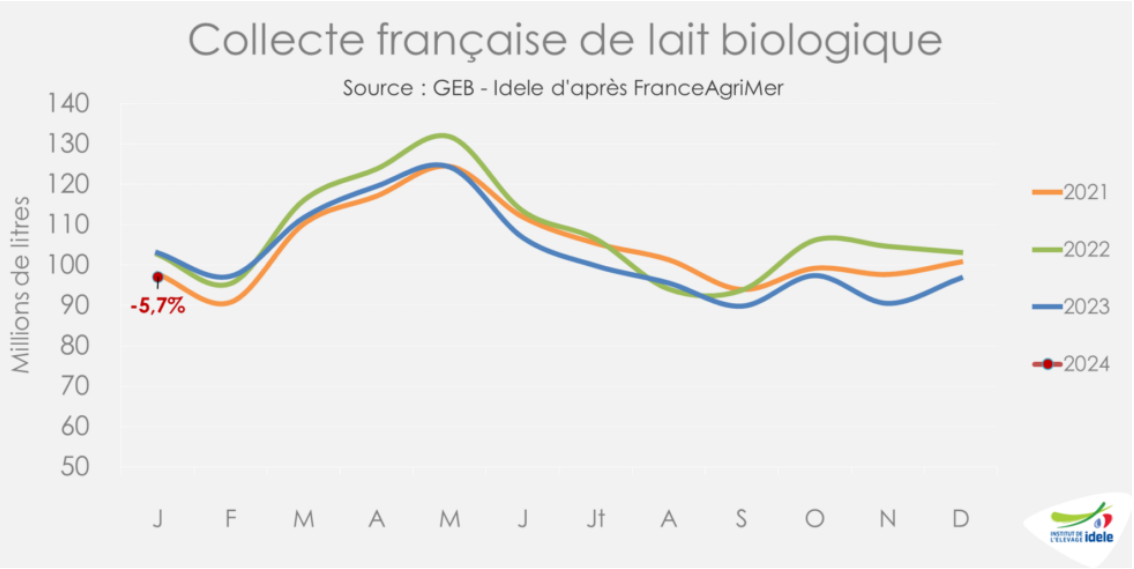
Dans les régions, la reprise de collecte en janvier a été marquée en Pays de la Loire (+1,1% /2023) après une année 2023 en fort recul, très impactée par des fourrages de 2022 peu lactogènes. La Bretagne a aussi connu une amélioration de sa collecte de +0,5% /2023. Le Grand Est reste la région la plus dynamique sur ce début d'année avec une progression de collecte de +2,8% /2023. La Normandie a connu un léger recul (-0,6% /2023), affectée par des épisodes de neige qui ont perturbé la collecte. La collecte en Hauts de France a été stable en janvier, malgré les difficultés qu'ont connu les éleveurs du Pas de Calais à l'automne avec les inondations (nombreux bâtiments inondés, moral des éleveurs affecté, déménagements de troupeaux, décès d'animaux…).



D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte en février 2024 augmenterait de +0,5% /février 2023. Cependant, il convient de noter que le mois de février 2024 compte 29 jours. Remis en 28 jours pour neutraliser l'effet année bissextile, la collecte baisserait de -2,4%. Rappelons que l'année dernière, la mise à l'herbe des vaches s'était déroulée dès février dans de bonnes conditions. Cette année, la situation est toute autre. Les sorties au pâturage pour le déprimage sont particulièrement difficiles en raison des pâturages détrempés, des sols endommagés et des vaches qu'on doit remettre en bâtiment (au risque de saccager les prairies). La mise à l'herbe est donc très tardive et se fait dans des conditions dégradées. De plus, il est à craindre que le déprimage ne puisse plus être effectué car l'herbe est trop avancée en stade, ce qui pourrait avoir des conséquences sur la qualité des fourrages récoltés.

Mais la collecte de lait bio poursuit son recul

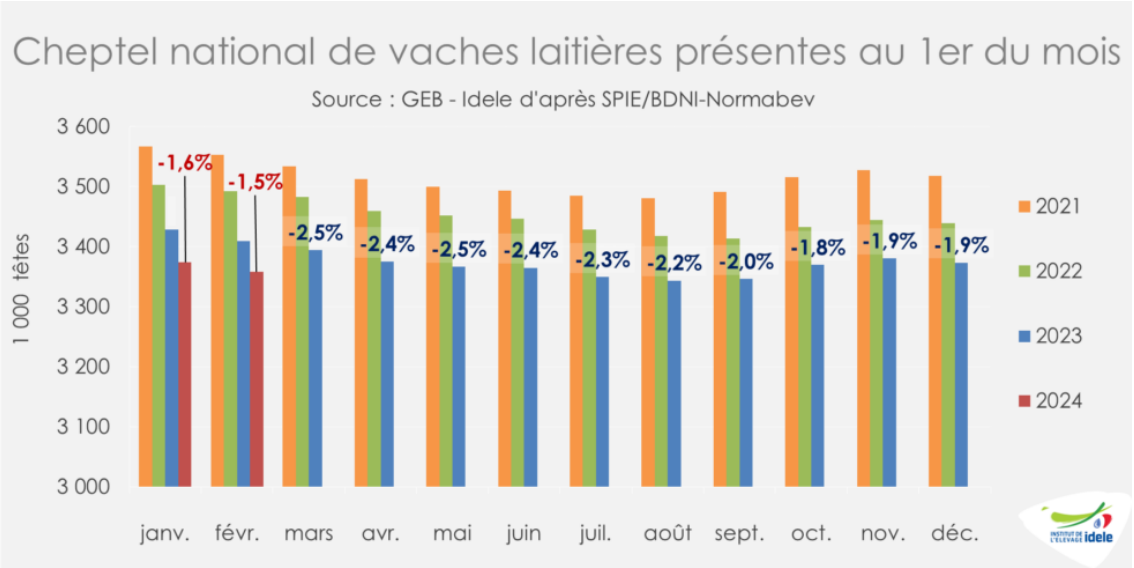
Après une année 2023 de collecte de lait bio en repli, le début d'année a commencé sur une baisse de -5,7% / janvier 2023. En MSU, le recul est moins sévère (-4%). On retrouve le niveau de collecte de janvier 2021. Les reculs sont très appuyés dans le Sud-Ouest et dans l'Est mais se sont atténués en Bretagne (-2%) et en Pays de la Loire (-2,7%). La collecte a même continué à progresser en Normandie (+2,5%).



Les arrêts d'ateliers laitiers bio ont été nombreux en fin d'année 2023. Le nombre de livreurs comptabilisé en janvier 2024 est désormais passé sous la barre des 4 000, en recul de -8,7% / juin 2022, qui a constitué le pic du nombre de livreurs bio. Nous sommes ainsi revenus au nombre de livreurs de fin 2020.

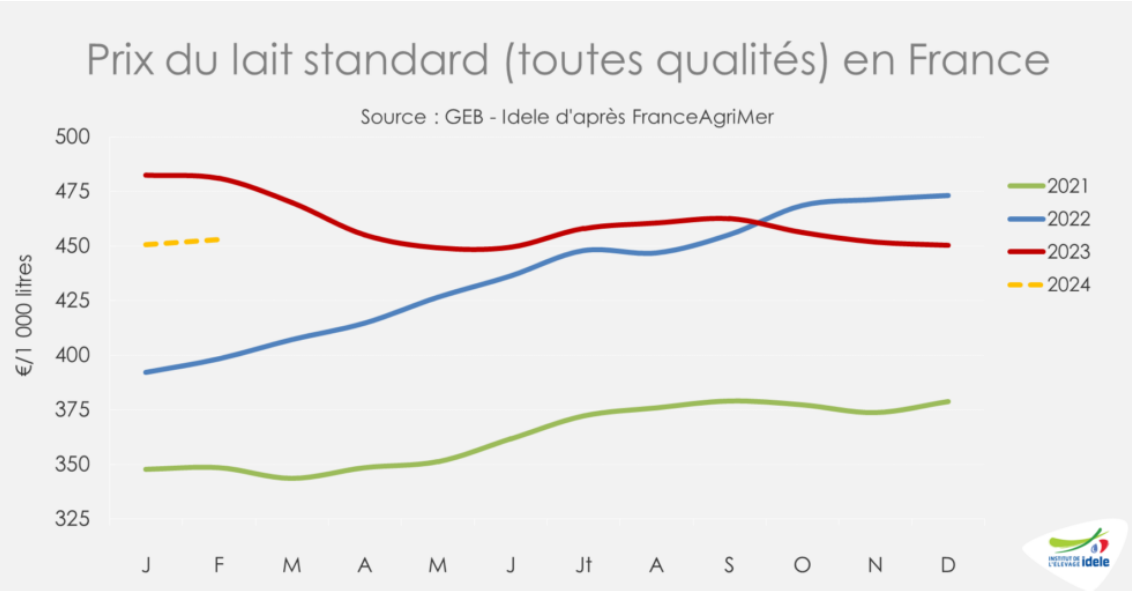
La baisse du cheptel continue de ralentir

Le cheptel de vaches laitières a reculé de -1,5% en février 2024 /2023. Le ralentissement de la baisse du cheptel se poursuit. Les sorties de vaches sont en recul tous les mois. Au mois de janvier, les sorties ont baissé de -2% /janvier 2023. Et on observe une progression des entrées de génisses (+2%).



Une bonne tenue du prix du lait

En janvier 2024, le prix du lait standard (toutes qualités) en France a atteint 451 €/1 000 l dans la continuité du dernier trimestre 2023. En revanche, ce prix est en dessous de -32€ comparé à janvier 2023 (-6,6%). Dans les prochains mois, le prix devrait se tenir à ces mêmes niveaux.



Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont été en léger recul en janvier 2024 comparé à décembre (-0,3%) et en recul de -5,6% / janvier 2023. Le recul des charges alimentaires, des engrais et du poste énergie s'est poursuivi.

À noter que les autres charges, non piégées dans l'Ipampa (fermage, travaux par tiers, les salaires) ont quant à elles tendance à progresser.

La marge MILC, estimée à 149 €/1 000 l en janvier, a progressé de +2,5 € d'un mois sur l'autre sous l'effet d'une amélioration du produit de la vente des animaux (hausse des cotations) et d'un léger recul des charges. Le produit lait s'est stabilisé. La MILC a reculé de -19 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a baissé de -33 €, ainsi que les co-produits viande (-9 €), mais les charges se sont aussi réduites (-23 €).

Ce début d'année s'annonce plus prometteur pour la collecte laitière, porté par une bonne tenue des prix du lait, des fourrages récoltés en 2023 lactogènes et un coût plus abordable des aliments concentrés. Même si, un petit bémol subsiste, avec une mise à l'herbe des vaches retardée par le temps très pluvieux de début d'année. Par ailleurs, la consommation de produits laitiers maintient une bonne dynamique sur ce début d'année avec une hausse des ventes en magasins pour toutes les familles de produits laitiers. Il est à noter une hausse particulièrement forte des ventes de lait entier (+9,6% /P2-2023).

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Des échanges plus importants en poudre maigre en 2023

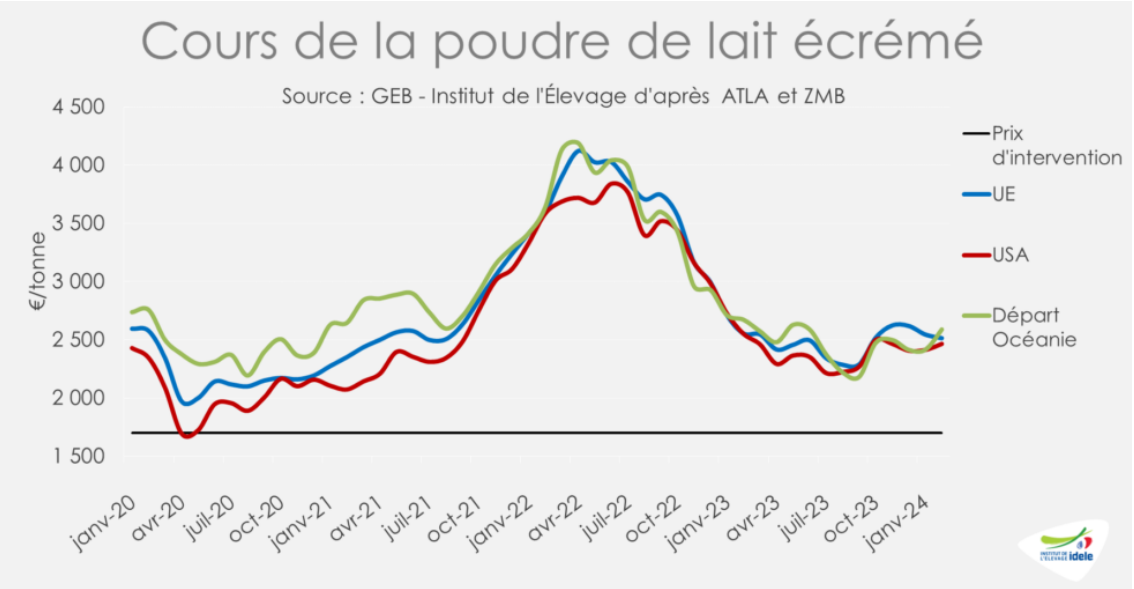
Dernière révision le 25 mars 2024

En 2023, les prix de la poudre de lait écrémé ont baissé depuis les plus hauts de 2022 permettant de retrouver de la demande sur le marché international. Les exports de la Nouvelle-Zélande et de l'UE-27 ont augmenté, permettant la consommation de stocks constitués en 2022.

Baisse globale des prix de la poudre maigre

En 2022, le prix de la poudre maigre avait fortement augmenté pour atteindre 4 027 €/t dans l'UE-27 au printemps. Toutefois, le rebond de la collecte de l'UE au 2nd semestre 2022 a eu raison de ces niveaux de prix très élevés. Les cours de la poudre maigre ont alors enregistré un fort repli à partir du mois d'octobre 2022. La chute de ces cours s'est poursuivie jusqu'au pic laitier en 2023 avant qu'ils ne se stabilisent autour des 2 400 €/t. Enfin, sur le dernier trimestre 2023, les prix ont légèrement rebondi pour terminer à 2 540 €/t dans l'UE-27. Dans l'ensemble, les prix ont évolué de la même façon chez les autres exportateurs.

En moyenne sur l'année 2023, les cours européens de la poudre maigre ont été ramenés à 2 490 €/t (-32% soit -1 190 €/t /2022).

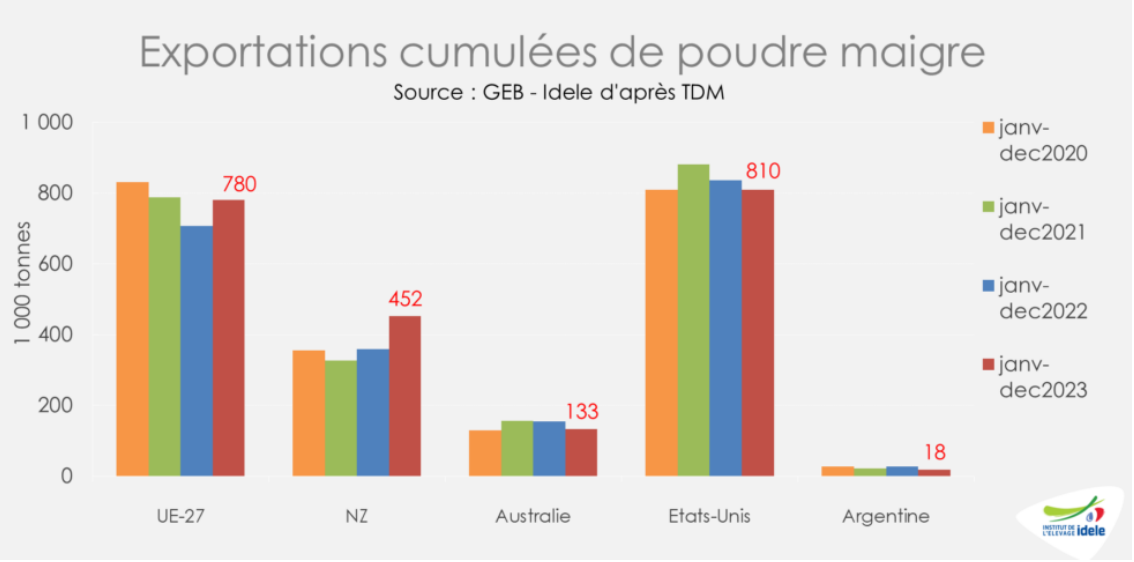


De meilleurs exports en 2023

La baisse des prix de la poudre maigre sur les marchés internationaux a permis de retrouver de la demande. Aussi, les exportations de l'UE-27 et de la Nouvelle-Zélande ont augmenté.

En **Nouvelle-Zélande**, les fabrications de poudre maigre étaient estimées par l'USDA stables par rapport à 2022 à 390 000 t. Les exportations néozélandaises ont très nettement progressé à 452 000 t (+26%/2022) probablement grâce à des stocks constitués en 2022.

Dans l'**Union européenne**, les fabrications de poudre maigre se sont repliées de -4,7% /2022 à 1,4 Mt. Néanmoins, les exports ont continué d'augmenter (+10,3% à 780 000 t soit +73 000 t). Comme pour la Nouvelle-Zélande, probablement grâce à d'importants stocks constitués au 2nd semestre 2022. L'UE-27 a notamment profité de la très forte demande algérienne (+29% à 145 000 t) qui a permis de compenser la moindre présence chinoise (-16% à 69 000 t). Plus largement, les exports ont progressé une nouvelle fois en direction de l'Égypte (+27%), du Maroc (+22%), de l'Arabie Saoudite (+58%) et du Yemen (+12%). En somme, les expéditions vers ces quatre pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont progressé de +35 140 t à 158 300 t.



A l'inverse, les exportations se sont repliées en Australie (-13%/ 2022) et aux États-Unis (-3% /2022).

La chute de la collecte en **Australie** a fini par se répercuter sur les fabrications en 2022. Elles sont estimées stables en 2023 autour des 138 000 t. Les exports se sont repliés (-13%/2022 à 133 000 t) principalement vers les pays d'Asie du Sud-Est.

Aux **États-Unis**, les fabrications ont diminué (-7% à 1,1Mt) notamment au 2nd semestre dans le sillage de la collecte. Les exportations ont donc enregistré une baisse, d'autant que les États-Unis étaient soumis à la concurrence de la Nouvelle-Zélande vers les pays d'Asie du Sud-Est. Seuls les exports vers le Mexique sont restés conséquents (+15% à 417 000 t).

Disparités de demande en 2023 selon les importateurs

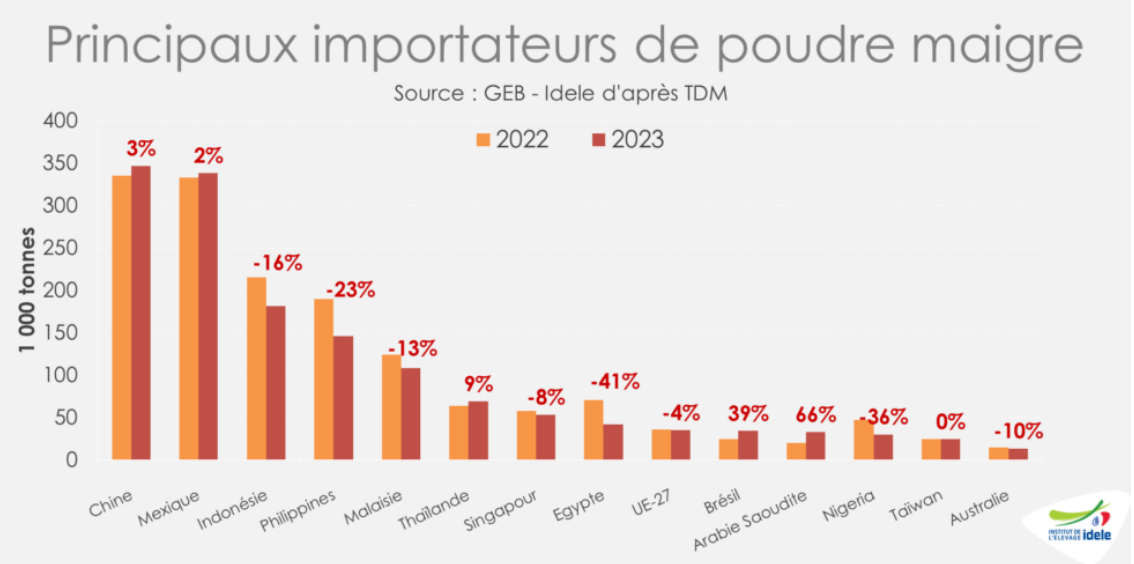
En **Chine**, 1er importateur mondial de poudre maigre, les importations ont augmenté légèrement de +3% /2022 à 347 000 t principalement au profit de la Nouvelle-Zélande (+30% /2022 à 157 500 t) et de certains pays européens comme la France (+23% à 15 000 t) et l'Allemagne (x3 à 12 000 t).

Au **Mexique**, 2ème importateur, la demande en poudre de lait maigre importée est en hausse. Les transformateurs l'utilisent préférentiellement pour créer des produits laitiers innovants, emballés de façon à résister au climat mexicain. En effet, la consommation de lait liquide, local, est en perte de vitesse contrairement aux produits laitiers en croissance. Par ailleurs, les capacités de séchage du Mexique sont insuffisantes pour accroitre la production localement. En 2023, le peso fort et la forte compétitivité de la poudre US ont favorisé les importations.

En **Indonésie,** les importations ont baissé en 2023 notamment en poudre maigre (-16% à 182 000 t) et en poudres grasses (-16% /2022 à 80 000 t). Bénéficiant d'un accord commercial et d'une certaine proximité géographique, la Nouvelle Zélande, quasiment l'unique fournisseur de poudres grasses, a vu ses parts de marché augmenter en poudre maigre au détriment des États-Unis.

Cette baisse des importations, dans un contexte pourtant de chute de la collecte indonésienne (fièvre aphteuse) est principalement due à une chute de la consommation intérieure. Le pouvoir d'achat des ménages a baissé, l'inflation étant passée de 2% au début 2022 à 6% entre septembre 2022 et mars 2023 avant de diminuer doucement jusqu'à 3% en fin d'année 2023. Par ailleurs, la roupie indonésienne s'est affaiblie face au dollar US renchérissant le prix des produits laitiers importés.

Aux **Philippines**, les volumes de poudre maigre importée ont baissé de -23% /2022. Les États-Unis demeurent le premier fournisseur de poudre maigre (62% des volumes en 2023) devant l'UE (19%) et la Nouvelle-Zélande (10%des volumes). Tout comme en **Malaisie** (-13% /2022 à 108 000 t), les prix élevés dans un contexte d'inflation ont pénalisé la demande.



Afflux d'agneaux néozélandais et australiens sur le marché européen

Dernière révision le 25 mars 2024

Depuis la mise en application au printemps 2023 des accords de libre-échange entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande d'une part, et l'Australie d'autre part, le marché britannique subit une pression accrue de cette viande ovine compétitive. Les exportations britanniques augmentent alors d'autant vers l'UE à 27 et, début 2024, la baisse de demande chinoise conforte encore davantage cette redirection des flux océaniens vers le marché européen.

Viande ovine » France »

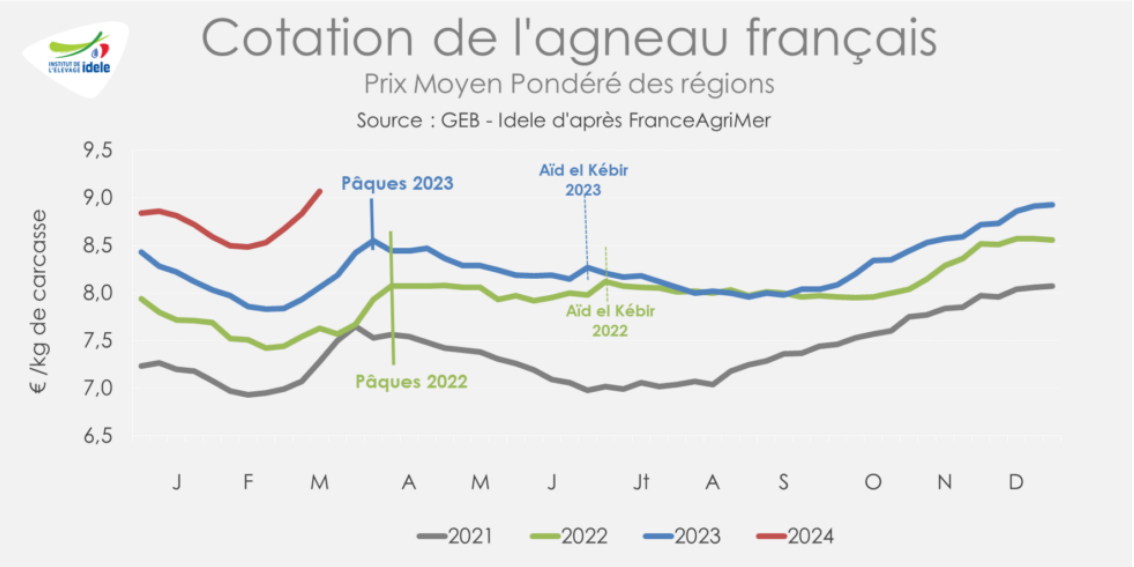
La filière manque d'agneaux pour les pics de commande du Ramadan et de Pâques

Dernière révision le 25 mars 2024

Le cours de l'agneau français a entamé sa traditionnelle hausse à l'approche du Ramadan et de Pâques. Il reste au-dessus du niveau des années précédentes car le disponible semble rester particulièrement modeste. Les agneaux manquent face aux commandes à honorer pour ces fêtes religieuses et les prix devraient atteindre des records pour le pic pascal.

Le cours dépasse les 9€/kg entrée abattoir à deux semaines de Pâques

En semaine 11 de 2024 (se terminant le 17 mars, à deux semaines de Pâques), la **cotation** a gagné +0,24 €/kg d'une semaine sur l'autre. À 9,07 €/kg, elle est en hausse de +0,99 €/kg /2023 et +1,39 €/kg /2022. À l'approche du Ramadan et de Pâques la demande tire le cours qui se raffermit de façon traditionnelle, et d'autant plus cette année vu le manque d'agneaux abattus en France et de viande importée.
Pâques étant tôt et en dehors des vacances scolaires cette année, les professionnels s'attendent à une **demande plutôt modérée.**

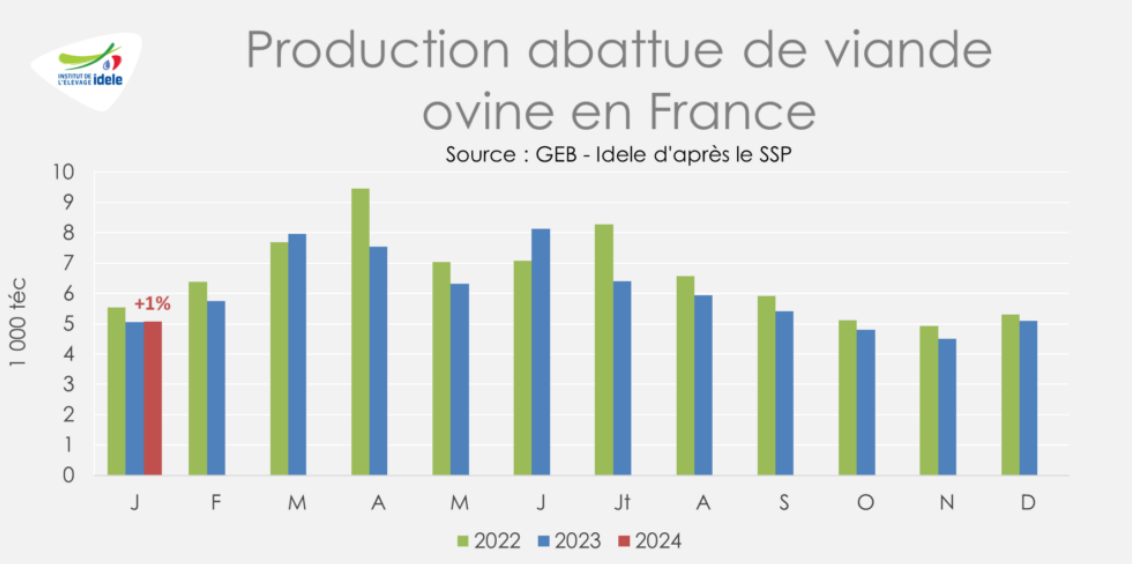


Très dépendant de l'indice des prix des carburants, **l'IPAMPA ovin viande** a poursuivi sa légère baisse amorcée fin 2022 puis s'est stabilisé d'un mois sur l'autre en janvier 2024. À 131,2, il est toutefois en repli de -6% /janvier 2023. L'indice énergie et lubrifiants (-10% /2023 et -1% /2022), tout comme les indices engrais (-34% /2023 et -1%/2022) et aliments achetés (-13% /2023 et = /2022) reculent par rapport aux deux dernières années mais restent à des niveaux historiquement élevés.

L'alourdissement des agneaux supporte la production en janvier 2024

Selon *Agreste*, la **production abattue de viande ovine** était en hausse de **+0,7%** d'une année sur l'autre en **janvier** 2024 : malgré un repli des abattages de réformes (-11% en têtes, et -12% en volumes), la forte hausse du poids de carcasse des agneaux, passant de 17,8 à 18,5 kgéc entre janvier 2023 et 2024, a porté la production de ces derniers à +3,7% alors que la hausse des effectifs abattus reculait de – 0,4%. Au total, 5 080 téc de viande ovine ont été produites en janvier, soit +0,7% /2023. C'est cependant 6% de moins que la moyenne des cinq dernières années (janvier 2019-2023).

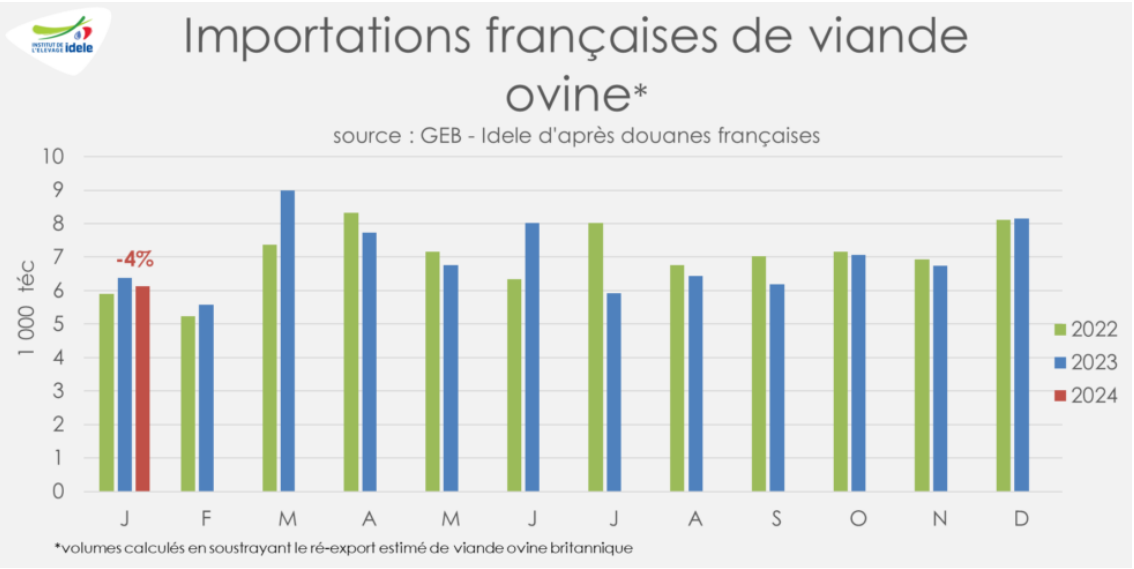
Les **meilleures récoltes d'herbe en 2023** ont permis de mieux nourrir les animaux l'hiver 2023/2024, expliquant possiblement cette hausse des poids moyens de carcasse. En 2022, la sécheresse estivale avait en effet réduit les poids de carcasse. La baisse du prix des aliments, qui restent toutefois élevés, pourrait aussi avoir permis à certains éleveurs de complémenter davantage leurs agneaux.



Des erreurs dans les données douanières ne nous permettent pas d'apprécier l'évolution des importations d'agneaux vivants espagnols en ce début d'année 2024. Toutefois, vue la rareté et donc le prix élevé des agneaux espagnols, ce chiffre devrait être modeste pour janvier 2024.

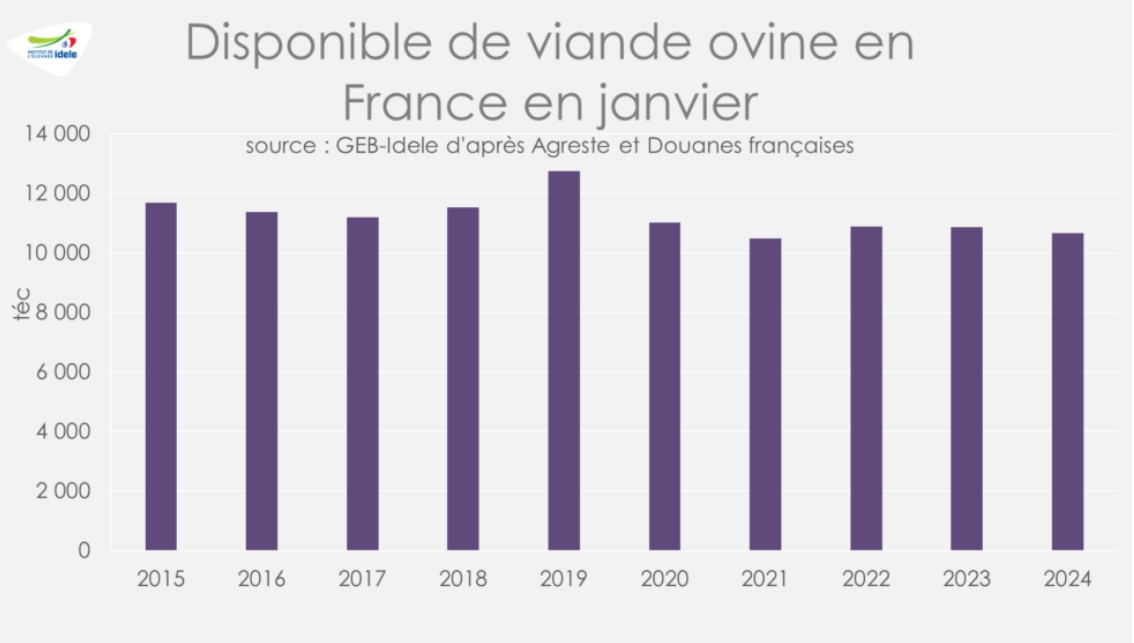
Des importations en recul d'une année sur l'autre en janvier 2024

En **janvier** 2024, les importations françaises de viande ovine étaient en repli de **-4%** d'une année sur l'autre, à 4 600 téc, avec une nouvelle hausse des achats de viande britannique (+13% /2023) et néozélandaise (+18%) mais des importations en provenance d'Espagne (-13%) comme d'Irlande (- 17%) en recul.



Le disponible poursuit donc sur sa tendance baissière

Les abattages français sont en légère hausse tandis que les importations se replient, ce qui affecte d'autant le disponible français : en janvier 2024, il diminue de **-2%** /2023, à 10 700 téc, et demeure modeste, -9% sous la moyenne 2015-2019.



Viande ovine » UE et monde »

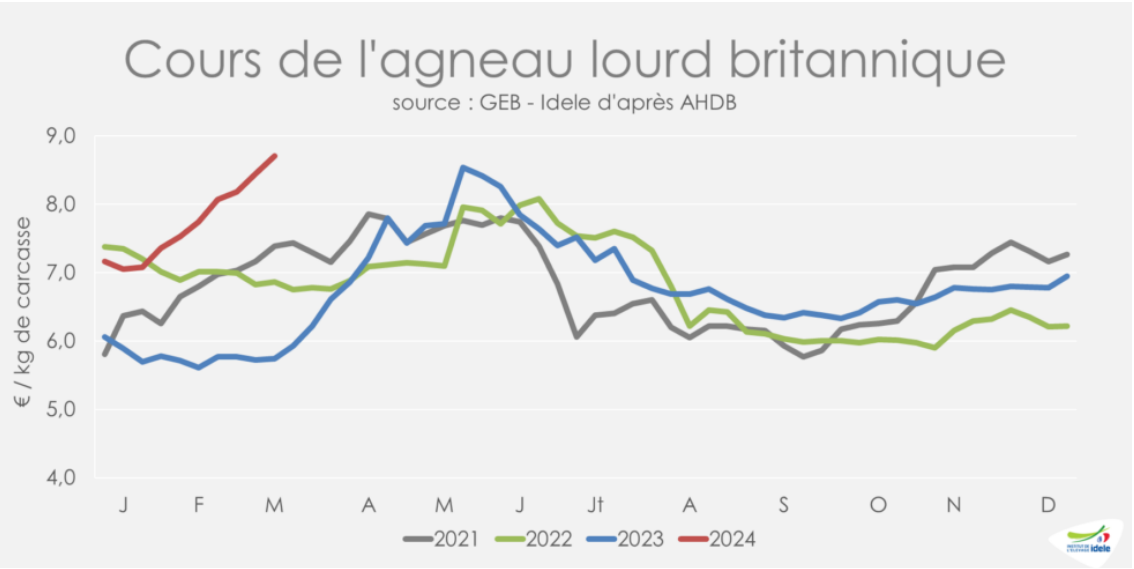
La baisse de l'offre face à une hausse de la demande fait bondir les cours en Europe

Dernière révision le 25 mars 2024

La production de viande ovine en Irlande comme au Royaume-Uni a débuté l'année à de bons niveaux en janvier mais a ensuite baissé alors que la demande, notamment à l'export, augmente graduellement à l'approche des fêtes religieuses : baisse de l'offre et hausse des commandes font ainsi grimper les cours. En Espagne, comme en France, ils sont également soutenus par une faiblesse de l'offre.

Royaume-Uni : flux de viande ovine dynamiques et cours qui s'emballent début 2024

Le **cours** britannique poursuit sa traditionnelle hausse bien au-dessus du niveau des années précédentes. En semaine 10, il se situait à **8,70 €/kg**, soit +2,96 €/kg comparé à 2023 et +1,84 €/kg /2022.

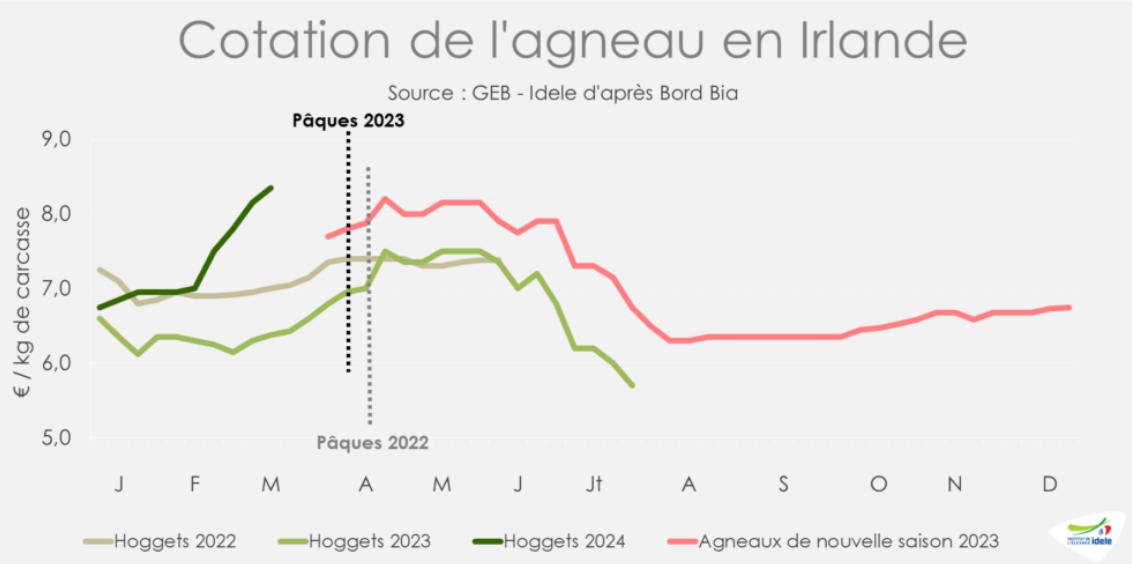


La **production** britannique de viande ovine a totalisé 45 000 t sur les deux premiers mois de 2024, en hausse de +2% d'une année sur l'autre. Cela s'explique par une baisse de -9% des abattages de réformes (-26 000 têtes) contrebalancée par une hausse des abattages d'agneaux (+3% soit +48 000 têtes). Comparée à la moyenne 2015-2019, la production recule de -2%. Selon *Defra*, la production serait en baisse en février et la tendance se poursuivrait en mars, expliquant cette envolée de la cotation.
Les **importations de viande ovine** ont continué de croître d'une année sur l'autre, poursuivant la dynamique entamée au 2nd semestre 2023 et illustrant bien la mise en place des accords commerciaux avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie (printemps 2023). Elles ont ainsi progressé de +62% /2023 en janvier 2024, à 4 330 téc, triplant quasiment en provenance de Nouvelle-Zélande et augmentant de +36% d'Australie. Elles ont outre progressé de +8% depuis l'Irlande.
Avec un disponible croissant, les **exportations britanniques de viande ovine** ont alors aussi poursuivi la même dynamique qu'au 2nd semestre 2023, bondissant de +14% en janvier 2024 /2023.

Elles ont progressé de +38% vers la France mais se sont repliées de -8% vers l'Allemagne. Elles dépassaient ainsi de +4% leur niveau d'avant Brexit et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

Irlande : la demande s'accentue tandis que l'offre se replie

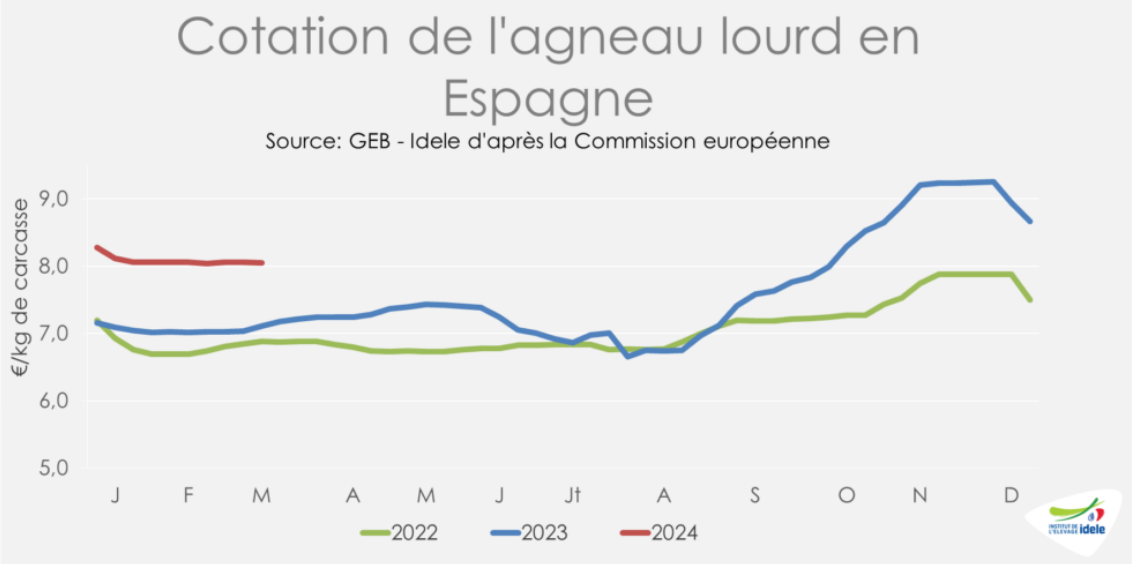
En semaine 10 de 2024, la **cotation** du *Hogget* irlandais s'établissait à **8,35 €/kg**, soit +1,97 €/kg au-dessus de son niveau de 2023, et +1,35 €/kg au-dessus de celui de 2022.



Après avoir fléchi de -1% /2022 en 2023, les **abattages** d'ovins irlandais ont progressé de **+2%** /2023 en **janvier**. Les effectifs d'agneaux abattus ont légèrement progressé, de +5% /2023 et ceux des réformes reculé, de -13%. La production de viande ovine en volume a alors gagné +2%, à 5 800 téc : c'est le niveau le plus élevé enregistré depuis au moins 1982.
Malgré cela, les **exportations de viande ovine** irlandaise étaient **stables** d'une année sur l'autre en janvier 2024, à 4 500 téc, avec – 6% vers la France mais +17% vers le Royaume-Uni. La demande d'agneau irlandais augmenterait à l'approche du Ramadan et de Pâques pour les principaux pays importateurs, tandis que l'offre irlandaise se serait contractée en février, faisant flamber les cours.

Espagne : repli de l'offre

Le **cours** de l'agneau espagnol est **stable** depuis plusieurs semaines, après avoir légèrement diminué en début d'année. En semaine 10, il s'établissait à **8,05 €/kg**, soit + 0,94 €/kg, au-dessus de son niveau de 2023. Ce cours élevé illustre probablement une offre toujours en repli.

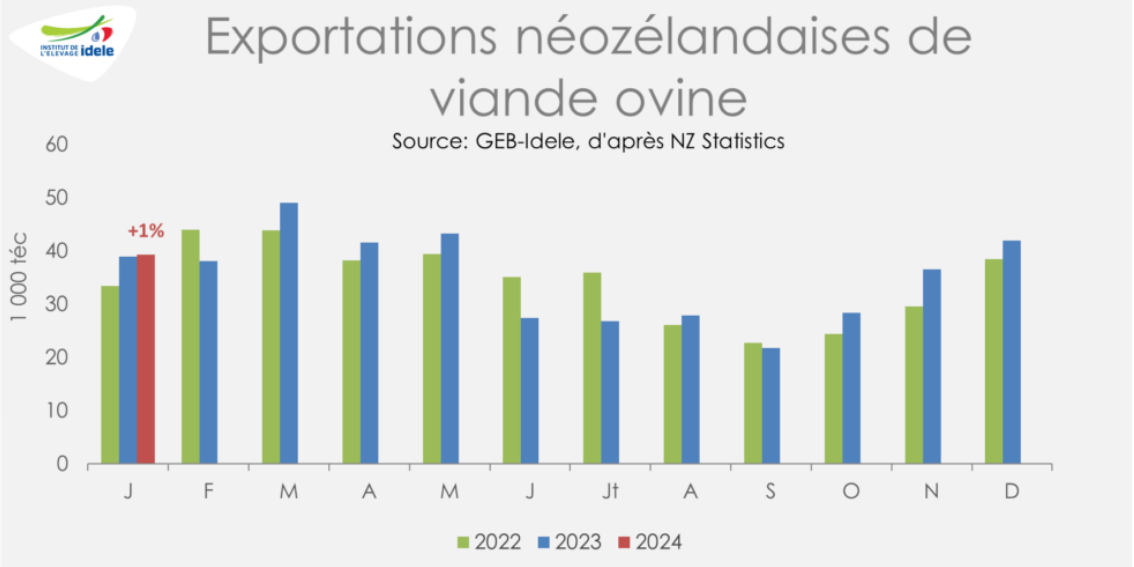


Du côté des exportations, la tendance se poursuit en janvier 2024 : baisse des envois de vifs comme de viande.
En janvier 2024, les **exportations de viande ovine** espagnoles reculaient de **– 7%** /2023, à 2 500 téc, principalement du fait d'un important recul de la demande des pays du Moyen-Orient (Qatar, Bahreïn, …) et de la France (-16%).
Sur la même période, les **envois d'agneaux vivants** ont nettement chuté, de **-40%** /2023 à 40 000 têtes, en raison de fortes baisses vers la Jordanie (-14 000 agneaux) et le Portugal (-15 000 agneaux). Parallèlement, les envois de réformes ont doublé, atteignant 11 500 têtes.

Compte-tenu de la cotation soutenue et de la baisse des envois de viande et de vifs début 2024, on imagine que la production de viande ovine espagnole est restée modeste en début d'année. Pour rappel, la production espagnole avait déjà enregistré une forte baisse sur l'année 2003 : -11% /2022.

Nouvelle-Zélande : la baisse de demande chinoise réoriente les flux vers l'Europe début 2024

Après avoir augmenté de +1% entre 2022 et 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a augmenté de **+4%** d'une année sur l'autre en janvier, à 50 100 t.
La hausse des **exportations de viande ovine** est moins importante : **+1%** /2023, à 39 000 téc, notamment du fait d'un recul de la demande chinoise (-13%). Elles augmentent donc vers l'Europe, avec +48% vers le Royaume-Uni et +8% vers la France.
Malgré les conflits en Mer Rouge et la sécheresse qui frappe le canal du Panama depuis l'été dernier, et même si le trajet par voie maritime en est rallongé (d'une semaine en moyenne), cela ne semble pas impacter significativement les volumes néozélandais envoyés en Europe.



Lent démarrage de la collecte et consommation toujours ralentie

Dernière révision le 25 mars 2024

En janvier 2024, la collecte de lait de chèvre est en repli par rapport à janvier 2023. les importations étant également en fort retrait, l'approvisionnement des transformateurs est en recul de -4,5%.

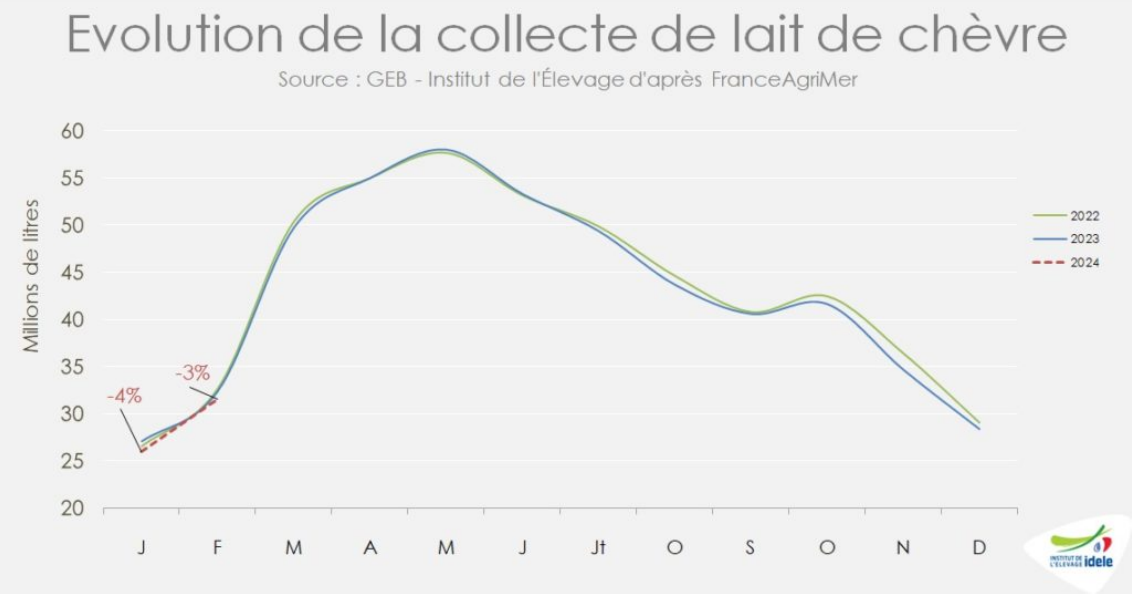
La demande des ménages est toujours morose, et les consommateurs s'orientent vers les marques de distributeurs, au détriment des marques nationales.

La collecte de lait de chèvre ne décolle pas

Dernière révision le 25 mars 2024

En janvier, l'approvisionnement total en lait de chèvre des transformateurs s'est établi à 30 millions de litres, en retrait de -4,5% d'une année sur l'autre, entre une collecte en baisse et des imports en fort recul. L'activité industrielle semble plus dynamique alors que côté consommation, les MDD ont pris le pas sur les marques nationales dans un contexte toujours morose en GMS.

Retard au démarrage pour la collecte de lait de chèvre

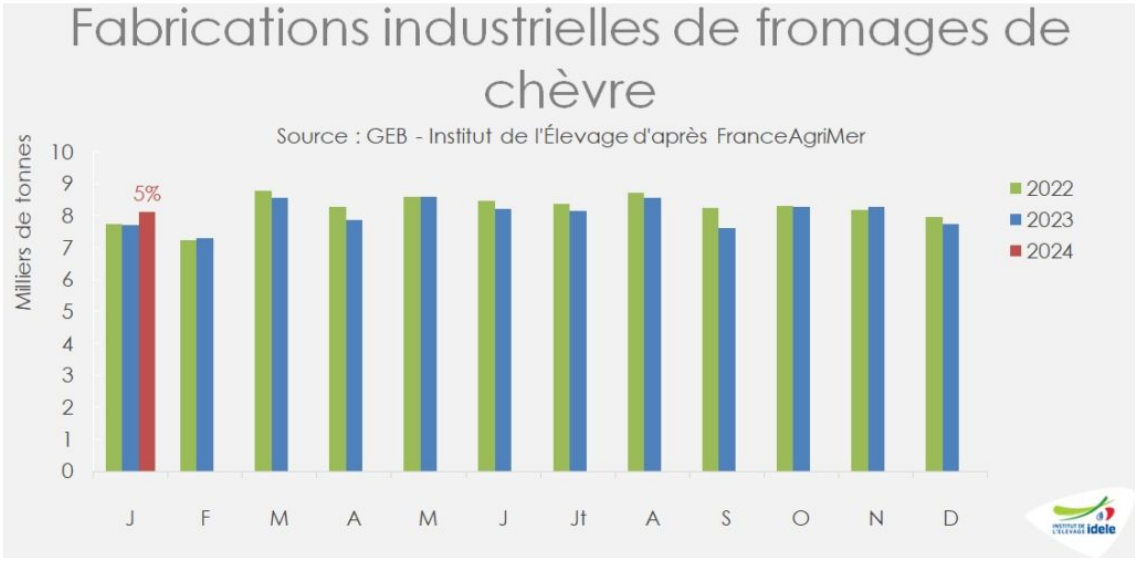


La collecte de lait de chèvre a débuté 2024 en-deçà de son niveau de janvier 2023, à près de 26 millions de litres de lait (-4% /2023). D'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la même tendance est observée sur février, même si elle semble un peu moins marquée au fil des semaines (-2,3% /2023 semaine 11). Cela viendrait confirmer l'hypothèse du décalage des mises-bas, même s'il est encore trop tôt pour le confirmer. Par ailleurs, la qualité médiocre des fourrages 2023 ne vient pas soutenir la production sur ce début d'année.

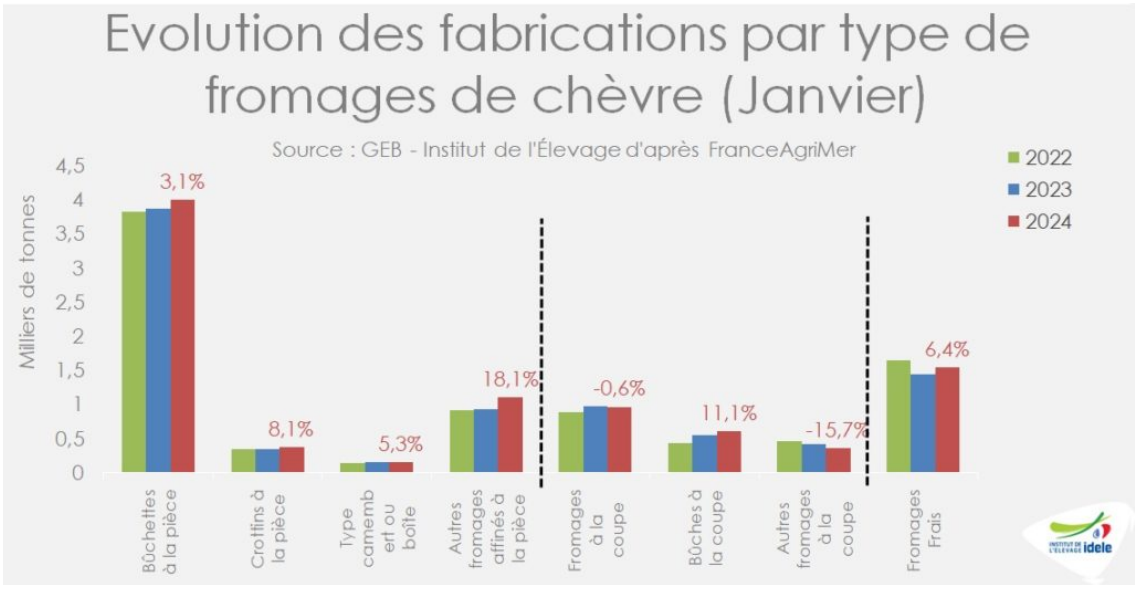
Les importations de produits de report sont toujours en recul (-8% /2023) à 4 054 tonnes. 2023 était déjà la plus basse des 10 dernières années.

Les stocks de produits de report caprin s'élèveraient à 4 122 tonnes en janvier selon FranceAgriMer, soit +21% par rapport à janvier 2022, mais en recul de -27% par rapport au mois précédent. Dans un contexte de baisse de la collecte et de consommation toujours morose, les transformateurs utilisent leurs stocks.

Reprise des fabrications

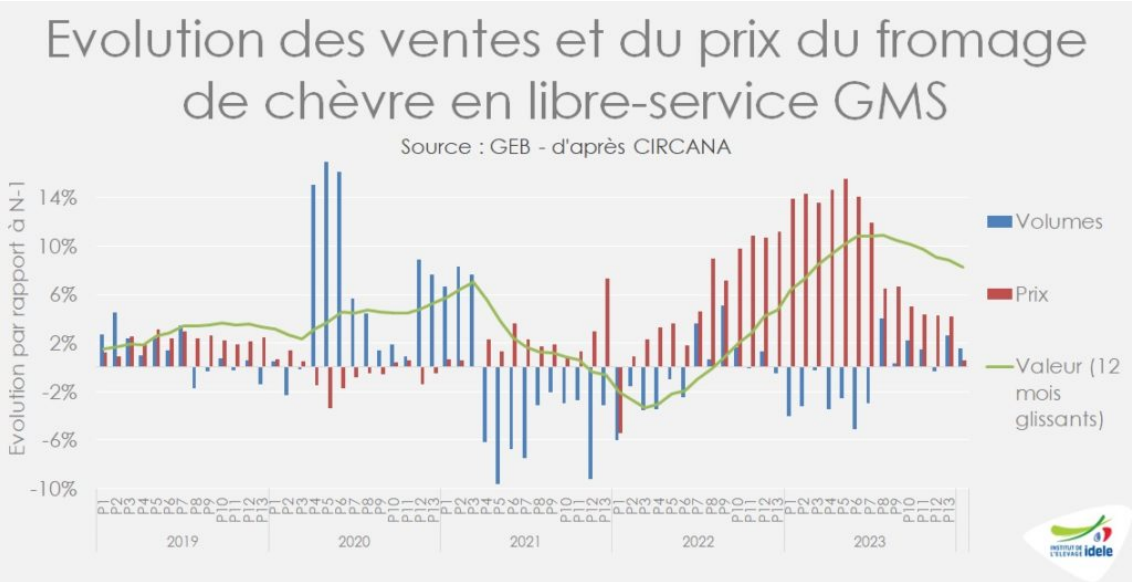


En janvier, les fabrications de produits au lait de chèvre ont progressé de +5% / 2023 pour les fromages, +4% pour le lait de consommation et +6% pour l'ultra-frais. Elles sont largement supérieures à celles de décembre pour les trois catégories de produits au lait de chèvre. Pour autant, la consommation intérieure n'a pas bondi selon le panel Circana (voir ci-dessous). Ce sont les exports qui ont progressé, de +6,2% /2023.



Dans le détail, les fabrications de bûchettes à la pièce, 49% des volumes en 2023, ont progressé de +3% /2023. Les bûches à la coupe ont poursuivi leur dynamique à +11%/2023. Les fabrications de fromages frais, en retrait en 2023, ont repris en janvier, à +6,4%. La catégorie « autres fromages à la coupe », plus faible en volume, recule de -16%.

Consommation : les marques de distributeurs à l'offensive



En cumul annuel mobile (CAM), la consommation de fromages au lait de chèvre a reculé de -0,6% en P1 2024 (P1 : première période 2024, arrêtée au 21 janvier), contre -1% en CAM en P13 2023.

Les consommateurs privilégient toujours les marques de distributeurs (MDD), au détriment des marques nationales (MN). Si les négociations tarifaires des marques nationales se sont terminées fin janvier, celles sur les MDD se poursuivent et la compétition est rude dans les rayons.

Les volumes achetés en MDD ont augmenté de +4,8% en cumul annuel mobile en P1 2024, tandis que les marques nationales reculaient (-4,3 % en CAM). En valeur, les ventes MDD progressent de +12,3% et les MN de +6,9%, en cumul annuel mobile.

En janvier, l'écart de prix est de 1,15€/kg (13,35 pour les MN et 12,20 €/kg pour les MDD).

Côté AOP, les ventes ont reculé de -7,7% en CAM en volume, et -0,7 en valeur. Le prix moyen de janvier 2024 est de 28,15 €/kg.

En cumul annuel mobile, les ventes de fromages de chèvres bio au rayon libre-service des GMS ont reculé de -10,3% en valeur et -19,6% en volume.

2023 : Relance stoppée de la collecte malgré une bonne conjoncture laitière

Dernière révision le 25 mars 2024

L'année 2023 a été marquée par la poursuite d'une forte inflation alimentaire et par des évènements climatiques majeurs qui ont perturbé la productivité des vaches.

La consommation a résisté

Malgré la forte inflation alimentaire, la consommation de produits laitiers par les ménages a plutôt bien résisté en France et ailleurs en Europe avec une demande en crème qui a particulièrement progressé.

Des livraisons globalement stables en Europe

Les livraisons de lait sont restées globalement stables dans l'UE en 2023 sous l'effet notamment d'un cheptel laitier très réduit. Cependant, de nettes disparités entre pays et durant l'année sont à noter.

Au 1er semestre, la collecte a augmenté presque partout, les éleveurs profitant d'une conjoncture favorable malgré des prix du lait en retrait. En France, les fourrages peu qualitatifs de 2022 ont affecté le niveau de collecte sur le 1er semestre.

Le 2nd semestre a été marqué par des conditions météo défavorables. Les vagues de froid, les tempêtes et l'humidité excessive ont dégradé la collecte européenne. En France, les épisodes caniculaires de septembre et les fortes pluies automnales ont entravé la productivité des vaches.

Des revenus en baisse

Les revenus des éleveurs français ont baissé en 2023 principalement en raison du retournement de conjoncture en grandes cultures d'après les estimations réalisées sur les exploitations des réseaux d'élevage Inosys. Les polyculteurs-éleveurs ont été les plus impactés après avoir bénéficié en 2022 de la flambée des prix des céréales. L'amélioration des prix du lait a permis quasiment de compenser la hausse des charges qui ont particulièrement augmenté sur les postes de fertilisation, électricité, salaires et fermages.

L'année 2024 s'annonce plus dynamique

Après une stagnation en 2023, la production laitière européenne pourrait augmenter en 2024, stimulée par des prix qui pourraient rester aux niveaux de 2023. Le faible dynamisme de la production dans les grands bassins laitiers exportateurs devrait soutenir les cours des commodités laitières et par conséquent le prix du lait. En France, la production rebondit depuis décembre, grâce à des fourrages abondants et lactogènes, une érosion moins forte du cheptel laitier et un prix du lait reconduit. Cependant, des incertitudes persistent quant aux conditions climatiques et à l'évolution de la MHE qui pourrait repartir au printemps.

Pour en savoir plus, consulter notre Dossier Économie de l'Élevage annuel bovin lait : https://idele.fr/detail-article/dossier-annuel-bovins-lait-annee-2023-perspectives-2024